



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

4^e procès-verbal du Conseil de ville / 4. Stadtratsprotokoll

Séance du 20 mars 2025 à 18h00
Sitzung vom 20. März 2025, 18.00 Uhr

Lieu: Salle du Conseil de ville au Bourg
Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Achermann Brice, Augsburgers Dana, Benz Raphael, Berclaz Cappelletti Pascale, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Burri Rahel, Cacciabue Anna, Clauss Susanne, Comment Rachel, Corbaz Catherine, De Lorenzo Bryan, Demierre Patrick, Egli Roland, Francescutto Luca, Gerber Andreas, Gloor Yannick, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leonarz Matilda, Leuenberger Bernhard, Lindegger Reto, Magnin Nadia, Meier Julian, Michel Tamara, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Lukas, Rodriguez Ugolini Julian, Roquet Hervé, Roth Myriam, Rüber Stefan, Ryser Siri, Scherrer Jürg, Schiess Christophe, Schlup Katharina, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schultz Moema, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stöcker Manuel, Stolz Joseline, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tonon Ariane, Urweider Vera, Varrin Océane, Wassmann Leona, Weber Philippe, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Maurer Stefan, Paronitti Maurice

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Pittet Natasha, Tanner Anna

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

El Mohib Omar, secrétaire général du secrétariat parlementaire

Mot de bienvenue	3
1. Approbation de l'ordre du jour	3
2. Communications du Bureau du Conseil de ville	3
3. Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire	3
4. Approbation des procès-verbaux (18/19 décembre 2024 / nos 17, 18)	4
5. Election de remplacement d'un membre de la Commission de surveillance.....	4
6. Election de remplacement d'un membre de la Commission scolaire alémanique	4
7. 20240155, Adoption du règlement sur le financement spécial «Complexe sportif»	4
8. 20210261, Palais des Congrès / Programme d'exploitation en vue des travaux de réfection / Affectation pilote / Crédit d'engagement	6
• Débat de renvoi	6
• Motion d'ordre	13
• Débat général	14
9. Motivation d'urgence du postulat interpartis, Meier Julian, Groupe PS/JS, Roquet Hervé, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Lehmann Caroline, Groupe PVL+, Buchhofer Stephan, Groupe FDP, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre « Demande de mise à ban concernant le stationnement dans la cour intérieure des anciens abattoirs »	21
10. 20250031, Rénovation de cinq écoles enfantines / Crédit d'engagement	22
11. 20250039, Réaménagement de la rue de l'Allée / Crédit d'engagement	26
12. Postulat 20240243, Groupe culturel (Tanner Anna, PS, Lehmann Caroline, PVL, Kilezi Ruth, PSR, De Maddalena Daniela, Les Vert-e-s, Pir Chè Celik, POP, Hamdaoui Mohamed, Le Centre), «Coordination générale du soutien aux institutions culturelles et aux actrices et acteurs culturels indépendants» ..	32
13. Interpellation 20240251, Francescutto Luca, Groupe UDC/Les Confédérés, «La signalisation lumineuse en ville de Bienne est-elle programmée de manière à entraver le trafic motorisé?»	34
14. Postulat urgent 20240357, Meier Julian, Groupe PS/JS, « Une stratégie de mobilité piétonne dans l'intérêt et pour la sécurité des élèves »	35
15. Interpellation interpartis urgente 20240332, Tennenbaum Ruth, Groupe Alliance Verte, Schlup Nina, Groupe PS/JS, Kilezi Ruth, Groupe PSR, «Nouvelle organisation de l'autorité sociale : où en est la mise en œuvre?»	35
16. Postulat 20240306, Müller Lukas, UDF, «Administration efficace: concours» ..	37
17. Postulat 20240307, Müller Lukas, UDF, «Barèmes salariaux équitables»	37
Adieu Joël Zumstein	38
18. Nouvelles interventions	40

Mot de bienvenue

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à cette séance. L'ordre du jour est passablement chargé ce soir.

Vous trouverez sur votre table:

- Proposition de renvoi du Groupe PVL+ (feuille verte clair)
- Proposition d'amendement du Groupe Alliance Verte (feuille blanche)
- Flyer pour la nouvelle exposition du Nouveau Musée Bienne

Vous trouverez sur la table de l'huissier:

- Brochure «Schweizerischer Kunstführer, GSK, Kongresshaus-Hallenbad Biel»

Je souhaiterais féliciter Madame Susanne Clauss pour son élection au Grand Conseil bernois. Je te préviens, Susanne, à Berne tu gagneras moins souvent qu'à Bienne. *(rires!)*

Etant donné l'ordre du jour chargé de cette séance, je souhaite faire une remarque personnelle qui n'engage que moi. Je souhaiterais que sur les points qui sont peu contestés, vous soyez non pas avarés en parole mais économes, afin de gagner en efficacité.

Monsieur Stefan Maurer, scrutateur est excusé. Normalement, il n'est pas nécessaire d'avoir un remplaçant donc nous pouvons poursuivre la séance ainsi. Toutefois, si un problème technique devait se poser, il faudra désigner un remplaçant de Droite.

1. Approbation de l'ordre du jour

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Comme vous le savez déjà, Monsieur Joël Zumstein a pris la décision de se retirer du Conseil de ville pour la fin de ce mois. De ce fait, un point à l'ordre du jour doit être ajouté concernant l'élection de son/sa remplaçant(e) à la Commission de surveillance.

L'ordre du jour modifié est approuvé tacitement.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

3. Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire

Aucune communication.

4. Approbation des procès-verbaux (18/19 décembre 2024 / nos 17, 18)

Les procès-verbaux sont approuvés tacitement.

5. Election de remplacement d'un membre de la Commission de surveillance

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Le Groupe UDC propose Monsieur Patrick Demierre pour remplacer Monsieur Joël Zumstein au sein de la Commission de surveillance.

Schneider Sandra, Fraktion SVP: Wir kommen zu einem etwas ernsteren Thema. Ihnen ist sicher bekannt, dass Herr Zumstein heute leider an seiner letzten Stadtratssitzung teilnimmt. Wir präsentieren Ihnen einen sehr kompetenten Ersatz in der Person von Herrn Demierre. Obwohl noch nicht lange Mitglied des Stadtrats ist er schon lange Jahre politisch interessiert und aktiv. Er ist äusserst gewissenhaft, fragt nach und hinterfragt kritisch. Durch sein Engagement und seine Dossiersicherheit ist er für die Aufsichtskommission sehr geeignet. Wir danken Ihnen, wenn Sie unserem Vorschlag folgen und die Wahl von Herrn Demierre unterstützen.

Élection

- sur proposition du Groupe UDC est élu:

Patrick Demierre (Groupe UDC)

6. Election de remplacement d'un membre de la Commission scolaire alémanique

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Monsieur Ueli Nobs est proposé par le Groupe FDP pour remplacer Madame Sarah Staub Grötzinger au sein de la commission scolaire alémanique.

Élection

- sur proposition du Groupe FDP est élu:

Ueli Nobs, FDP

7. 20240251, Adoption du règlement sur le financement spécial « Complexe sportif »

Moeschler Marie, au nom de la Commission de surveillance: Je suis un peu novice au sein de la Commission de surveillance, je l'avoue. Toutefois, la Commission de

surveillance approuve ce crédit d'engagement et vous recommande d'en faire de même.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Parmi les financements spéciaux, le droit cantonal distingue ceux destinés à une exploitation couvrant ses coûts et ceux à vocation de préfinancement. Notre Groupe se montre critique vis-à-vis de ces derniers comme en témoigne le postulat traité le mois passé à ce sujet. D'ailleurs, la réponse donnée à ce postulat ouvre des perspectives intéressantes. Il en est autrement pour les exploitations avec comptes spéciaux censés couvrir leurs charges.

La seule manière de joindre à de tels comptes des actifs servants à couvrir notamment les amortissements passe par la création d'un financement spécial. La proposition faite par le Conseil municipal devrait donc être acceptée. Au final, les charges et revenus liés au complexe sportif deviennent ainsi parfaitement transparents.

Il est intéressant de voir, dans cette affaire, le décalage entre ce qui nous est présenté ce soir et les explications du Conseil municipal de 2022 sur le financement du projet « complexe sportif ». Sur un crédit brut de 26.6 mio fr., le solde à la charge de la Ville était alors de 17.5 mio fr. ceci après la déduction des contributions de tiers de 4.5 mio fr. ainsi que 4.6 mio. fr. par la capitalisation sur 33 ans des loyers versés par les utilisateurs. Il est à relever que cette opération avait été dénoncée à l'époque comme illicite, notamment par le département des finances. Or, ces mêmes revenus sont aujourd'hui utilisés pour contribuer à la couverture des charges d'exploitation du complexe sportif qui s'élèvent à 1.75 mio. fr. par année pour un total de revenus de 1.17 mio. fr., y compris les prélèvements des financements spéciaux prévus dans le présent rapport. Ces chiffres ressortent du compte prévisionnel que ce rapport mentionne et que nous avons pu consulter. Ce compte boucle avec un excédent de charge de 580'000 fr. à la charge du compte général. Ceci, alors qu'en 2022, on nous promettait des revenus de loyers entre 530'000 fr. et 630'000 fr., pour des frais d'exploitation hors amortissement de 450'000 fr. dont 125'000 fr. à la charge de la Ville.

En résumé, on nous promettait en 2022 un projet autofinancé mais nous savons aujourd'hui qu'il coûtera à la Ville environ 600'000 fr. On peut en conclure que nous nous sommes fait avoir par le Conseil municipal à l'époque. Nous relevons encore la pertinence flagrante de cette expression si souvent entendue: « De toute façon, ils font ce qu'ils veulent... ».

Schultz Moema, au nom du Groupe PSR: Nous avons pris connaissance du rapport ainsi que du projet de règlement sur le financement spécial du complexe sportif. Ces documents n'appellent pas grande remarque de notre part. Nous souhaitons, tout de même, remercier le Conseil municipal de vouloir traiter les dettes et les revenus de ce centre sportif de manière transparente. Nous restons attentifs pour que ce soit bel et bien le cas. Nous rappelons aussi que le sport est indispensable pour une bonne santé et que l'offre de ce complexe sportif est d'un intérêt public supérieur. Sa rentabilité ne doit pas être LA priorité. Notre Groupe approuve la proposition du Conseil municipal.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Unsere Fraktion hat kurz über das Reglement und den Bericht diskutiert. Das Geschäft wurde uns ja bereits letzten Herbst angekündigt und der Gemeinderat hat rasch gehandelt. Die angesprochenen Verluste sind öffentlich bekannt und im Budget des aktuellen Jahres erwähnt. Wir sind der Meinung, dass mit der vom Gemeinderat kreierten Sonderrechnung und der dazu gehörenden Spezialfinanzierung alles im Reinen ist und stimmen dem Geschäft deshalb zu.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Ich schliesse mich der Aufsichtskommission an, der Gemeinderat empfiehlt Ihnen das Geschäft auch zur Annahme.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 29 janvier 2025, vu l'art. 42, al. 1, let. a, en relation avec l'art. 19, al. 1, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), et **sous réserve du référendum facultatif**, le Conseil de ville de Bienne **arrête à l'unanimité** :

1. Le projet de règlement sur le financement spécial « Complexe sportif » est approuvé.
2. Le règlement en question entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2025.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

8. 20210261, Palais des Congrès / Programme d'exploitation en vue des travaux de réfection / Affectation pilote / Crédit d'engagement

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Pour cet objet, nous avons une demande de renvoi du Groupe PVL+ et une proposition d'amendement de la Gauche. Je vous propose que l'on procède de la manière suivante. Le débat va se faire, en premier lieu, uniquement sur cette proposition de renvoi. Nous procéderons ensuite au vote à ce sujet. Dans le cas d'un vote positif à ce sujet, nous passerons au point suivant de l'ordre du jour. Dans le cas contraire, nous pourrions débattre sur l'affaire elle-même et ensuite, nous traiterons de la proposition d'amendement déposée par la Gauche.

Débat de renvoi

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Je crois pouvoir affirmer, en toute bonne foi, qu'une majorité de ce parlement souhaite voir le Palais des Congrès à nouveau animé par un public aussi large que possible mais aussi utilisé par un public local. Nos enfants y apprennent à nager pour profiter du lac en toute sécurité. Le Palais des Congrès doit aussi être un lieu d'intérêt pour les visiteurs nationaux et internationaux qui viennent assister à des réunions et des concerts. Je pars aussi du principe qu'une majorité de ce Parlement reconnaît la nécessité de rénover le symbole de notre Ville mais aussi les investissements qui sont liés à cette rénovation et sur lesquels le peuple sera amené à se prononcer.

Ich gehe davon aus, dass eine grosse Mehrheit dieses Parlaments nicht zufrieden ist mit dem uns vorgelegten Geschäft, weil ansonsten weder ein Rückweisungsantrag noch ein Änderungsantrag eingereicht worden wäre. Letztlich geht es darum, der Öffentlichkeit zu zeigen, dass alle Fraktionen das Kongresshaus sanieren und der Bevölkerung wieder zugänglicher machen wollen.

Die Fraktionen GLP+ und Zukunft Biel/Mitte begrüssen den experimentellen Charakter der Pilotstudie ausdrücklich. Besonders positiv wird der Einbezug der Öffentlichkeit in die Empfehlungen zum Raumprogramm gewertet, denn diese war vom vorab durchgeführten partizipativen Prozess ausgeschlossen, wird aber letztlich über den Sanierungskredit entscheiden. Der Rückweisungsantrag wird von den Fraktionen PRR, FDP und SVP unterstützt. Wir haben uns darin um minimale Anpassungen des heute

vorliegenden Entwurfs bemüht. Während der Diskussion zum Rückweisungsantrag sind viele Fragen aufgetaucht. Die breite Unterstützung zeigt, dass der Wille zur Zusammenarbeit vorhanden ist. Wir sind überzeugt, dass die Pilotnutzung hilfreich sein kann, um das Raumprogramm den aktuellen Bedürfnissen entsprechend zu gestalten und damit zur Erneuerung und Aktualisierung des Kongresshaus-Angebots beizutragen. Wir sind jedoch auch überzeugt, dass der aktuelle Vorschlag des Gemeinderats zur Pilotnutzung beziehungsweise zum Betriebskonzept im Hinblick auf die Sanierung zu kurz greift. Zwei Verbesserungen möchten wir mit dem Rückweisungsantrag erreichen:

- Wie der Titel des Geschäfts schon besagt, geht es beim Projekt nicht nur um eine Pilotnutzung, welche Empfehlungen für das Raumprogramm generieren soll, sondern auch um ein Betriebskonzept im Hinblick auf die Sanierung. Während der Pilotnutzung können wertvolle Einsichten zum Betrieb und nicht nur zum Raumprogramm gesammelt werden. Dies nicht zu tun, bedeutet eine Chance zu verpassen. Ein Teil der dazu notwendigen Daten kann dank den Veranstaltungen während der Pilotnutzung erhoben werden. Spezifische Aufträge dazu müssen von der Stadtverwaltung kommen. Für das Projekt entstehen dabei keine nennenswerten Mehraufwände.
- Der Einbezug der bisherigen Nutzenden wie beispielsweise Vereine und Kongressveranstaltende soll geklärt werden. Sie sind dem Kongresshaus verbunden, stellen Anforderungen an das Gebäude und insbesondere auch an seine öffentlichen Bereiche. Um einen Kongress oder einen grösseren Event durchzuführen, braucht es neben den Hauptsälen auch Nebenräume wie Sitzungszimmer, genügend Raum für die Vorbereitung der Verpflegung und auch Begegnungszonen. Die Bedürfnisse und Anliegen der treuen Mietenden und Interessierten sollen erhoben werden, nicht durch das Projekt, sondern durch die Stadtverwaltung oder die CTS AG. Eine Umfrage könnte der Verein «BienneVida» im Rahmen der Pilotnutzung übernehmen, auch dies bedeutet keine Änderung am Projekt. Die Resultate können damit entweder direkt über die Pilotnutzung oder in ergänzender Form in die Empfehlungen an das Raumprogramm und den Betrieb einfließen.

Beide Punkte können die zuständigen Direktionen begleitend erfüllen, ohne das gewählte Projekt so zu verändern, dass es eine Neuausschreibung braucht. Die Pilotnutzung wird mit dem Rückweisungsantrag also weder verhindert noch stark verzögert. Spätestens im Mai könnten wir im Stadtrat wieder über das Geschäft abstimmen.

Neben der Pilotnutzung der öffentlichen Bereiche laufen noch andere Arbeiten, die auf die Nutzung des Kongresshauses einen Einfluss haben. Einerseits könnte die Strukturüberprüfung bei der CTS AG einen Einfluss auf den Betrieb haben. Andererseits wird die Immobilienstrategie der Stadt Biel entwickelt, bei der die Nutzung des Kongresshausturms ja auch Gegenstand von Überlegungen sein muss. Nur wenn die Resultate der Projekte Pilotnutzung, Strukturüberprüfung und Immobilienstrategie integriert und aufeinander abgestimmt werden, kann einer ineinander übergreifenden Nutzung des Gebäudes bei der Sanierung Rechnung getragen werden. Zu diesem Punkt werden wir noch ein Postulat einreichen.

Max Schlup reiste in den Fünfzigerjahren nach Brasilien und kam voller Inspiration für das Kongresshaus zurück in die Schweiz. Heute sollten wir ebenso inspiriert über die Nutzung dieses Wahrzeichens von Biel nachdenken und ausprobieren, wie dieses etwas sperrige Gebäude auch heutigen und zukünftigen Bedürfnissen gerecht werden kann. Vielleicht geniessen in Zukunft Hotelgäste die Aussicht vom Hochhaus, vielleicht

nutzen die Fraktionen bald attraktive Sitzungszimmer im Kongresshaus und trinken danach ein Bier zusammen auf der Restaurant-Terrasse. Die Idee stammt nicht von mir, aber ich finde sie ausgezeichnet.

Pour cela il faut la peine de lancer ensemble un projet réfléchi et clairvoyant pour l'utilisation pilote et d'améliorer le concept actuel du Conseil municipal. Je vous prie, chers collègues, de soutenir notre demande de renvoi.

Eine Mehrheit im Stadtrat ist sich einig, wie das Projekt erfolgreich werden kann. Geben wir mit dem Rückweisungsantrag dem Gemeinderat einen klaren Auftrag, damit wir rasch und ohne lange Verzögerung die Änderungen beschliessen können. Schlussendlich profitieren alle vom guten Willen, der durch alle Parteien hinweg signalisiert wird. Es schadet dem Ansehen der Stadt, wenn wir uns hier in einen linken und rechten Block teilen, nur um über den Weg hin zu einem guten Projekt zu streiten. Nous souhaitons tous que le palais des congrès soit animé et rénové en fonction des besoins. Ensemble, nous trouverons un concept fort!

Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel/Mitte: Das Kongresshaus soll wieder ein Leuchtturm werden, der in die ganze Schweiz hinausstrahlt. So hat es an der Stadtratsinformation getönt. Seither hat man aufgeschrien, gemotzt, hinterfragt, sich ausgetauscht, nachgefragt, Blut geschwitzt und sich missverstanden gefühlt. Vielen ist jetzt noch nicht klar, dass es nicht ein Kulturprojekt ist, sondern ein soziokulturelles, eine Animation, eine Live-Studie, welche irgendwann zu einem raumplanerischen Resultat führen soll. Das Missverständnis, davon bin ich leider überzeugt, liegt an der nicht sorgfältig geführten Kommunikation seitens Stadtverwaltung. Das immer noch nicht veröffentlichte Programm von «BienneVida» macht es sicher nicht besser. CHF 400'000 für eine Katze im Sack! Schwierig. Um das Geld geht es uns auch, obwohl es nach Kompromissdiskussionen nicht mehr Teil des Rückweisungsantrags ist. Es geht uns jedoch vielmehr um Fairness. Auch wenn «FULLVIEL» eben nicht einfach ein kulturelles Projekt ist, kann ich es sehr gut verstehen, dass mehrere Kultur- und Event-Macherinnen von Biel freundlich ausgedrückt «not amused» waren. Es sollte ein Modell gefunden werden, in welchem für die Zukunft festgelegt wird, wieviel die Veranstaltenden selber beschaffen und mit wieviel sich die Stadt beteiligt.

Ich komme zu Punkt 1 des Rückweisungsantrags. Für CHF 400'000 liegt aus unserer Sicht mehr drin, sprich eine Erweiterung der Evaluation, welche schlussendlich als Basis eines Businessplans dienen soll. Ein weiterer Punkt, der für Aufregung gesorgt hat, ist, dass das Team um «FULLVIEL» doch sehr nah an demjenigen der Gurzelen ist. Das Kongresshaus, das ist uns von der Fraktion Zukunft Biel /Mitte ein riesiges Anliegen, muss aufgrund seiner Funktion und seinem Standort dringend ein Ort für alle sein, ausgenommen natürlich für politische oder religiöse Extreme.

Ich erwähne das explizit, weil uns der Gemeinderat und «BienneVida» darauf hinweisen, ein Angebot für alle zu planen. Das bedingt aus unserer Sicht den zweiten Punkt des Rückweisungsantrags, den besseren Einbezug der bisherigen regelmässigen Mietenden wie beispielsweise Vereine oder das Schachfestival. Ich rede natürlich nicht von den Gästen im Fitness oder Hallenbad.

In der Ausschreibung steht, dass die bisherigen MieterInnen berücksichtigt werden und ihre Anlässe wie immer stattfinden können. In den Listen der Interessierten kommen sie jedoch nirgends vor. Es ist unser grosses Anliegen, dass die Vereine mindestens zu einer engeren Zusammenarbeit angefragt werden. Schliesslich bezahlen sie bis dato regelmässig Miete. Wieso könnte nicht beispielsweise mit dem Schachfestival zusammen zwei Monate vor dem Festival als Werbung für den Anlass selber ein Schachevent organisiert werden?

Diese beiden Punkte haben dazu geführt, dass wir fünf Fraktionen mit diesen beiden Änderungen dem Projekt zustimmen können. Die Änderungen bedingen klar keine Neuausschreibung und doch geben sie dem Ganzen einen Mehrwert. Darum bitte ich Sie, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen. Machen wir zusammen das Kongresshaus wieder zum Leuchtturm.

Meier Julian, Fraktion SP/JUSO: Zuerst bedanke ich mich für den vorliegenden Bericht. Er war nicht nur sehr spannend zu lesen, sondern ich fand den experimentellen Ansatz hier in Biel auch mutig.

Diese mutige Herangehensweise erlaubt ein Ausprobieren, welches Rückschlüsse auf die zukünftige Nutzung nicht nur in betrieblicher Hinsicht zulässt. Das Geniale an diesem Ansatz sind die Partizipationsmöglichkeiten. Wollen wir das mit einem Rückweisungsantrag verhindern? Wollen wir ein Zeichen dagegensetzen? Ich finde nicht. Um Ziffer 1 des Rückweisungsantrages besser in das Projekt einzubinden und um zu zeigen, dass wir Hand bieten für eine breite Unterstützung und es uns genauso wichtig ist wie meiner Vorrednerin, zusammen hinter einem so grossen Projekt zu stehen, wurde der Änderungsantrag eingereicht. Mit der Anpassung im Beschlussentwurf schaffen wir die Voraussetzungen, um das Anliegen aufzunehmen, aber wir setzen kein verheerendes Zeichen gegen engagierte Menschen, die sich für unsere Stadt im Pilotprojekt auf experimentelle Weise einbringen wollen. Wenn Sie wirklich hinter dem innovativen Ansatz stehen, müssen Sie den Rückweisungsantrag ablehnen und den Beschlussentwurf ändern. Damit kommen wir schnell zum Ziel und verhindern das Projekt ganz sicher nicht. Sie haben mehrmals betont, dass es ganz sicher keine neue Ausschreibung braucht. Wir haben lange diskutiert und mit verschiedenen Menschen Kontakt aufgenommen. Uns wurde immer wieder gesagt, dass der Rückweisungsantrag höchstwahrscheinlich zu einer neuen Ausschreibung führen wird und wir damit das Projekt im Grundsatz gefährden.

Es ist immer etwas schade, wenn man keine Beweise anführen kann. Klar ist, wir setzen ein Zeichen gegen das Projekt, wenn wir den Rückweisungsantrag annehmen. Mit der Zustimmung zum Änderungsantrag können wir das besser machen. Treten wir zusammen in die Diskussion zum vorliegenden Entwurf ein. Zum Anliegen in Ziffer 2 des Rückweisungsantrags, welche einen besseren Einbezug der bisherigen MieterInnen verlangt, können wir ein Postulat einreichen. Ein Postulat würde von allen Fraktionen unterstützt.

Deshalb, werte KollegInnen, bin ich froh, wenn Sie den Rückweisungsantrag ablehnen und in die Diskussion eintreten, um den Beschlussentwurf zu ändern und so das Projekt zu verbessern. Damit würden wir uns wirklich überparteilich alle zusammen hinter dieses Projekt stellen.

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Mein Dank geht an die Fraktion GLP+ für ihre Überlegungen zu diesem Geschäft und dem daraus resultierenden Rückweisungsantrag. Die Fraktionen Grüne, SP/JUSO und PSR können dem Anliegen des Rückweisungsantrags in der Konsequenz zustimmen. Die Rückweisung führt jedoch zu einer zeitlichen Verzögerung. Seitens «BienneVida» bereits geplante Aktivitäten müssten bei einer Rückweisung verschoben werden.

Um diesen Umweg nicht gehen zu müssen, schlagen wir vor, das Anliegen des Rückweisungsantrags als Ziffer 1 in den Beschlussentwurf zu integrieren. Der entsprechende Änderungsantrag liegt Ihnen vor. Dadurch entsteht keine Verzögerung und das Anliegen wird entsprechend auch berücksichtigt.

Wir stellen uns auch nicht gegen den Einbezug der bisherigen Nutzenden, wie der vorherige Sprecher erwähnt hat. Wir schlagen vor, diesen Punkt über ein allfälliges Postulat einzubringen und damit dem Gemeinderat einen entsprechenden Auftrag zu erteilen. Uns scheint, dass wir uns in der Sache einig sind. Wir schlagen Ihnen mit dem vorliegenden Änderungsantrag zum Beschlussesentwurf jedoch vor, einen schnelleren und administrativ einfacheren Weg einzuschlagen, sozusagen der Schnellzug ohne Zwischenhalt, um die bisherige Planung nicht über den Haufen zu werfen. Dementsprechend empfehlen wir Ihnen, den Rückweisungsantrag abzulehnen und die Änderungen als Ergänzung im Beschlussesentwurf anzunehmen.

Demierre Patrick, Fraktion SVP: Wir haben uns sehr lange überlegt, wie wir zu diesem Geschäft vorgehen wollen. CHF 400'000 in drei Jahren ist viel Geld für die Katze im Sack. Das Programm ist relativ einseitig. Beispielsweise enthält es kaum etwas zu Meinungsbildung oder Politik oder vielleicht einen Vortrag über den F-35 Kampfflugzeug oder was auch immer. Wir haben schlussendlich entschieden, uns dem Rückweisungsantrag anzuschliessen.

Augsburger Dana, PdA: Punkt 2 des Rückweisungsantrags ist für mich eigentlich wichtiger. Ich frage mich aber, ob der Einbezug nicht auch so passiert wäre. Das könnte auch bilateral gemacht werden und sollte nicht ein Problem sein. Aus diesem Grund finde ich den Rückweisungsantrag schon sehr stark. Wenn Sie die Rückweisung in einen Änderungsantrag umformulieren und über die beiden Punkte separat abstimmen lassen, könnte ich Punkt 2 unterstützen. Die Rückweisung lehne ich ab.

Rodriguez Ugolini Julian, SP: Wenn ich ehrlich bin, verstehe ich nicht, warum der Rückweisungsantrag nicht zurückgezogen wird. Es wurde bereits angekündigt, dass im April die Eröffnung dieses Projektes im Kongresshaus stattfinden soll. Wir wissen alle, dass der Gemeinderat die Geschäfte, welche wir an der nächsten Stadtratssitzung besprechen, eigentlich schon beschlossen haben muss, damit wir die Unterlagen rechtzeitig erhalten. Das heisst, im Falle der Rückweisung kommt das vorliegende Geschäft frühestens im Mai 2025 in den Stadtrat. Die Leute, die jetzt engagiert an der Eröffnung arbeiten, müssen alles wieder über den Haufen werfen. Wenn sie dann noch Lust haben, können sie in der Sommerpause, wenn niemand mehr in Biel ist von vorne anfangen.

Ihre Anliegen werden mit dem Änderungsantrag aufgenommen und umgesetzt. Ich weiss nicht, wo das Problem liegt, denn das Endergebnis ist am Schluss ja das Gleiche. Die Rückweisung führt nur zu Frust und Streitereien bei den Leuten, die jetzt drei Jahre lang unser Kongresshaus bespielen wollen.

Briechele Dennis, GLP: Ich lege meine Interessenbindung offen. Ich bin im Organisationskomitee des internationalen Schachfestivals in Biel. Das Schachfestival in Biel besteht seit 57 Jahren und ist somit eines der ältesten Schachfestivals der Welt. Der Grossteil der 57 Ausgaben hat in diesem Leuchtturm von Biel, im Kongresshaus stattgefunden oder findet statt, muss ich sagen. Wir sind also einer der Organisationen, die Jahr für Jahr rund zwei Wochen lang das Kongresshaus mieten und nutzen.

Von der Pilotnutzung über die nächsten drei Jahre haben wir aus der Presse erfahren respektive aus den Stadtratsunterlagen. Ich habe heute Nachmittag noch mit dem Präsidenten des Komitees telefoniert, Sie kennen ihn alle. Er hatte bisher in dieser Angelegenheit keinen direkten Kontakt, weder mit der Stadtverwaltung noch der CTS AG oder dem Verein «BienneVida».

Nun lesen wir im Programm, dass im Juli während des Schachfestivals in den Workshop-Räumen, wo wir unser Büro haben und die Fäden zusammenlaufen, der

Workshop «Beatmaking» geplant ist. Das passt super zum Schachfestival, muss ich schon sagen. Dieses Beispiel zeigt, dass die Planung völlig an den wenigen Nutzenden des Kongresshauses vorbeigeht. In diesem Kontext finde ich den Antrag der Fraktionen Grüne, SP/JUSO und PSR sehr befremdlich. Sie schreiben in der Begründung, dass der zweite Punkt, der Einbezug der bisherigen Mietenden kein Auftrag von «BienneVida» sei. Das macht den Antrag wertlos. Wenn kein Einbezug geplant ist, gibt das ein starkes Signal zugunsten der Rückweisung. Soviel ich bisher erfahren habe, sind die Beteiligten im Rahmen dieses Projekts eigentlich alle politisch quasi auf der linken Seite. Es sind keine Vereinigungen oder Organisationen dabei, die, wenn man diese Zuordnungen machen möchte, aus dem bürgerlichen Spektrum sind. Das Ganze läuft also dem Plan zuwider, etwas für alle auf die Beine zu stellen.

Rüber Stefan, Grüne: Ich finde es eigentlich gut, wie viel Hirnschmalz in die Vorbereitung investiert worden ist. Persönlich finde ich es schade, dass ein solches Projekt, und dieses Gefühl habe ich in letzter Zeit sehr häufig, aus Prinzip von Anfang an bekämpft und kritisiert wird. Dieses Mal sogar, das wurde von meiner Vorrednerin schon gesagt, teilweise wahrscheinlich auf der Basis von Fehlinformationen aus Zeitungsberichten. Es ist eigentlich ein wichtiges Projekt, schliesslich geht es um die Sanierung eines Gebäudes, welches vielen BielerInnen etwas bedeutet. Ich finde es wichtig, dass genau hingeschaut und kritisiert wird. Viele Punkte, könnten den zuständigen Behörden per E-Mail gemeldet werden. Jetzt wurde schon sehr viel Glas zerschlagen, vor allem in den Medien. Ich finde das nicht besonders klug.

Die rechte Allianz, die hier entsteht, finde ich spannend. Ich sage das bewusst so, denn vor ein paar Jahren haben Sie den linken Block, der nicht mit sich reden lässt, kritisiert. Ich spiele schon fast mit dem Gedanken, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen, nur um zu schauen, ob Sie dem Geschäft, wenn es wieder vorliegt, wirklich zustimmen. Aber ich gehe ja kein Risiko ein...

Urweider Vera, parteilos: Es geht vor allem darum, mit Leuten, die grundsätzlich gegen das Projekt sind, die Kommunikation zu suchen. Wir hätten noch weitere Punkte für die Rückweisung gehabt, die haben wir gestrichen. Daher finde ich den Ausdruck Rechtsallianz ein bisschen schwierig.

Heiniger Peter, PdA: Ich möchte kurz darauf hinweisen, dass unserem Zirkel, natürlich links, die Zwischennutzung sehr wichtig ist.

Ich habe festgestellt, dass auf unserer Seite grosses Unwissen regiert. Ich hoffe, vom Gemeinderat nachher Aufklärung zu erhalten. Unwissen bezüglich z. B. der Bespielung, die Herr Briechle angesprochen hat. Ich denke nicht, dass ein Hiphop-Act während des Schachfestivals stattfinden wird. Das müsste natürlich mit den bisherigen Nutzenden koordiniert werden. Ich kann der Rückweisung nicht zustimmen. Ich bin nach wie vor der Meinung, dass eine Zwischennutzung vorangetrieben werden muss und dieses Gebäude vor der Sanierung bespielt werden kann. Die Bespielung muss natürlich gewissen Regeln folgen, aber da ist ja noch ein weiterer Antrag hängig.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Je vais être obligé de clore la liste des orateurs afin que l'on puisse progresser dans le traitement de cette affaire. Cela veut dire que Monsieur Stefan Buchhofer sera le dernier orateur avant le Conseil municipal.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, parteilos: Viele Argumente wurden bereits vorgetragen. Von beiden Seiten ist eigentlich kein böser Wille da. Die Idee ist aus meiner Sicht grundsätzlich gut. Nicht die Planer – ich bin selber Planer – sollen das

Ganze starten, sondern die Gesellschaft soll herausfinden, was in diesem Haus geschehen kann. Aufgrund von Unklarheiten im Prozess, die vielleicht gerade dem unbekannten Neuen geschuldet sind, kann es zu gewissen Verzögerungen kommen. Das ist ja auch nicht wirklich schlimm. In diesem Prozess müssen wir, glaube ich über die drei Jahre hinaus offen sein, um gegenseitig voneinander zu lernen.

Ich denke, der Rückweisungsantrag von der sogenannten bürgerlichen Seite, ist nicht als Ablehnung gemeint. Vielmehr soll gemeinsam eine Lösung gefunden werden, um die Unklarheiten, die vielleicht aufgrund von Unwissen entstanden sind, zu beseitigen. Das externe Begleiteteam hat keine Erfahrung mit Zwischennutzungen. Wir sollten uns die Zeit geben, diese Schärfe zu finden und dann gemeinsam zu starten. Das Kongresshaus steht schon über 60 Jahre. Es wird hoffentlich noch weitere 60 Jahre stehen. Wir müssen den Umbau und das weitere Vorgehen schrittweise angehen und uns nicht durch links-rechts Schemata gegenseitig blockieren.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Merci für die Diskussion. Ich danke auch für die Gespräche im Vorfeld. Ich denke, sie zeigen, dass wir grundsätzlich auf dem richtigen Weg sind, was mich freut. Ich bin nach wie vor der Überzeugung, dass der vorliegende Entwurf der richtige Weg ist, um am Schluss das Ziel, die Sanierung von unserem Kongresshaus zu erreichen.

Seit der Gemeinderat den ersten Kredit gesprochen hat und bis zum heutigen Tag befinden wir uns in einem Lernprozess und dieser geht weiter. Wir beschreiten einen unbekannten neuen Weg, deshalb ist es, glaube ich, für alle Seiten nicht immer einfach, einander zu verstehen. Ich gehe auf ein paar erwähnte Elemente ein, bei denen ich das Gefühl habe, dass grosse Missverständnisse bestehen. Dies spiegelt sich im ersten Punkt des Rückweisungsantrags wider.

Wir werden einen Bericht erhalten. Der Bericht wird veröffentlicht und darin werden die gesamten Erkenntnisse dargelegt. Ich habe im Vorfeld immer wieder gehört, dass nur CHF 6'000 für die Erstellung des Berichtes budgetiert sind. Dieser Betrag betrifft das Budget von «BienneVida» und ist quasi für die Redaktion vorgesehen. Natürlich wird über die gesamten drei Jahre schon am Bericht geschrieben. Es ist auch so, dass regelmässige Controlling-Gespräche stattfinden zwischen der Stadtverwaltung als Auftraggeberin und «BienneVida», bevor jeweils in das nächste Jahr gestartet wird. Im Projekt gibt es drei Phasen. Das erste Jahr ist die Initialisierungsphase. Darauf folgt im zweiten Jahr die effektive Testphase und in der dritten wird justiert und verbessert. Die Idee des Projekts ist es gerade, am Anfang noch nicht alles zu regeln. Ich verstehe, dass es schwierig ist, einem Projekt zuzustimmen, bei welchem nicht klar ist, was während den drei Jahren passiert.

Uns war klar, dass wir nicht im Vorfeld alles bereits vorschreiben können, sonst würde die berechtigte Kritik kommen, das Projekt sei nicht ergebnisoffen. Sie sind nicht offen für Anpassungen, wenn bereits am Anfang klar ist, was in diesen drei Jahren passiert. Ich erlebe «BienneVida» sehr offen gegenüber Anregungen. Auch Ihre Idee, Herr Briechele, kann aufgenommen werden. Das ist kein Problem. Das Programm im Bericht ist nur ein Beispiel. Wir haben vertraglich klar geregelt und das wurde auch, glaube ich, so gesagt, dass die bestehenden Vermietungen nicht angefasst werden. Das heisst, sowohl das Schachfestival wie auch andere Kongresse werden normal stattfinden. Von «BienneVida» gibt es eine grosse Flexibilität. Das Programm wird erst relativ kurzfristig festgelegt. Gewisse Slots, wie beispielsweise der Sonntag, sind regelmässig frei. Es gibt Ideen, dienstag- und mittwochnachmittags und abends, welche ebenfalls häufig frei sind, zu bespielen. Insofern ist es absolut kein Problem, auch bisherige Verbände, Vereinigungen und Vereine in das Programm aufnehmen. Dies kann im laufenden Prozess stattfinden.

Die Rückweisung würde zu einer längeren Verzögerung als bis Mai 2025 führen, Herr Rodriguez. Die Aufarbeitung des Geschäfts benötigt entsprechende Ressourcen an verschiedenen Stellen innerhalb der Stadtverwaltung. Ich gehe nicht davon aus, dass wir das Geschäft vor den Sommerferien vorlegen könnten. Durch die ganze Umprogrammierung für die bereits bestehenden Buchungen würde das Projekt weiter verzögert. Ich persönlich fände es ein bisschen schade, wenn der Projektstart auf den Winter fallen würde. Wir haben uns im Gemeinderat kurz ausgetauscht und können dem Änderungsantrag zustimmen. Wir finden es eine Bereicherung, den Schlussbericht auch im Stadtrat zu diskutieren. Dadurch erhalten wir Leitlinien für die künftige Bearbeitung. Sämtliche nachfolgenden Kredite werden wieder dem Stadtrat vorgelegt, weil sie die Kompetenzstufe des Gemeinderats überschreiten. Wie bei einem Bauprojekt haben wir hier zuerst den Projektierungskredit und nachher den Ausführungskredit. Der Betrag des Projektierungskredits wird in den Ausführungskredit einberechnet. Wir sind auch bereit, einen Einblick mit ersten Erkenntnissen zu geben, beispielsweise in der Hälfte der Projektdauer.

Ich finde, dass Punkt 2 des Rückweisungsantrags in den Änderungsantrag hineingenommen werden kann. Der Punkt kann spezifiziert werden. Es würde mich sehr freuen, wenn wir heute breit abgestützt grünes Licht geben könnten. Wir sind gerne bereit, Hand zu bieten, um zu einer Lösung zu kommen.

Motion d'ordre

Lehmann Caroline, Fraktion GLP+: Habe ich das richtig verstanden, dass beide Punkte aus der Rückweisung in den Änderungsantrag übernommen würden? Ich beantrage eine kurze Unterbrechung, damit wir uns zwischen den Fraktionen abstimmen können.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Etant donné qu'une interruption de séance de 5 minutes est demandée par la voix d'une motion d'ordre, nous devons donc procéder au vote pour cela.

Vote

- pour la motion d'ordre de Caroline Lehmann, PVL, d'interrompre la séance pour cinq minutes.

La proposition est acceptée.

Interruption de séance de 19h10 à 19h15

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: L'interruption de séance est terminée. Je donne la parole à Madame Caroline Lehmann afin de présenter les résultats de cette discussion.

Lehmann Caroline, Fraktion GLP+: Vielen Dank für die fünf Minuten. Wir haben das Angebot des Gemeinderates, den Rückweisungsantrag in einen Änderungsantrag umzuwandeln besprochen und haben dafür eine grossmehrheitliche Unterstützung der ursprünglichen fünf Fraktionen. Somit könnte auch dem Geschäft zugestimmt werden. Ich äussere mich kurz zum Grund, warum wir den Rückweisungsantrag nicht früher

zurückgezogen haben. Katharina Schlup hat es bereits gesagt, wir haben zusammen eine Minimumvariante für die Rückweisung erarbeitet und deswegen war es uns wichtig, dass beide Punkte aufgenommen werden. Für uns ist es okay, sie als Änderungsantrag zu berücksichtigen. Wir empfehlen dem Gemeinderat bei solchen experimentellen Projekten, bei denen man damit rechnen muss, dass es Diskussionen und Fragen gibt, vielleicht in Zukunft ein bisschen mehr Zeit einzuplanen, dann hätte auch eine Rückweisung Platz gehabt.

Wir sind gerne bereit, den Rückweisungsantrag in einen Änderungsantrag umzuwandeln.

Débat général

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Si je résume, la demande de renvoi sur cet objet n'est plus d'actualité. Nous allons donc pouvoir maintenant parler du projet. La Commission de surveillance pourra s'exprimer puis il vous sera possible de donner votre avis sur la proposition d'amendement de la Gauche. Le Conseil municipal s'exprimera ensuite puis nous pourrions procéder au vote sur le projet avec les nouveaux points qui seront fixés par l'amendement.

Zumstein Joël, Aufsichtskommission: Es ist nicht das erste Mal, dass ich nach einem Rückweisungsantrag als Sprecher der Aufsichtskommission ans Rednerpult trete. Ich versuche, mich kurz zu halten und betone nochmals die wichtigsten Eckpunkte.

Das Bieler Kongresshaus als architektonisches Wahrzeichen braucht eine umfassende Sanierung. Das Betriebskonzept soll überdacht und die Sanierung mit einer guten Planung vorbereitet werden. Der Gemeinderat legt uns heute das Projekt für das Betriebskonzept im Hinblick auf die Sanierung vor. Ziel ist es, das Kongresshaus mit den heute vorwiegend privat genutzten Veranstaltungen zu einem lebendigen offenen Stadthaus zu transformieren. Zentraler Bestandteil ist die dreijährige Pilotnutzung, welche durch den Verein «BienneVida» organisiert wird. Der Verein soll vielfältige Kultur- und Begegnungsangebote erarbeiten und anbieten. Damit bietet sich die Chance, die zukünftigen Nutzungsmöglichkeiten zu testen. Dies soll natürlich in enger Zusammenarbeit mit der CTS SA erfolgen. Die Stadt Biel soll sich am Projekt mit CHF 400'000 beteiligen. Über diesen Verpflichtungskredit, stimmen wir heute ab.

Mit einer Machbarkeitsstudie soll eine fundierte Grundlage für die spätere Sanierung und Nutzung geschaffen werden. Der Bericht dazu wird dem Stadtrat vorgelegt. Ziel ist es, die Akzeptanz der Bevölkerung für das Kongresshaus und seine zukünftige Nutzung und Funktion zu stärken.

In der Aufsichtskommission haben wir das Geschäft kontrovers diskutiert, deshalb spreche ich hier nicht nur als Kommissionssprecher, sondern explizit auch als Mehrheits- und Minderheitssprecher. Die Notwendigkeit einer Machbarkeitsstudie über die zukünftige Nutzung des Kongresshauses ist grundsätzlich anerkannt, jedoch bestehen unterschiedliche Auffassungen wie sie umgesetzt werden soll und welchen finanziellen Rahmen es dafür braucht. Erst in der Diskussion haben wir verstanden, dass für die Pilotnutzung nicht das ganze Kongresshaus vorgesehen ist, sondern lediglich der Vorplatz, das Foyer, die Galerie und der Garten, nicht aber der Kongresssaal und die Workshop-Räume. Auch das Hallenbad und das Restaurant sind davon ausgenommen. Das was heute von der CTS betrieben wird, ist nicht Gegenstand des vorliegenden Projekts. Auch das Hochhaus und die administrativen Räumlichkeiten der Stadt Biel sind vom Projekt ausgenommen.

Die zukünftige Nutzung der vom vorliegenden Projekt ausgenommenen Bereiche wird separat geplant. Überlegungen dazu müssen zwingend parallel ebenfalls stattfinden. Nur alle Erkenntnisse zusammen liefern Antworten, was für die Sanierung des Kongresshauses nötig ist. Die Abgrenzung wurde in der Kommission kritisch hinterfragt. Die Aufsichtskommission hat angeregt, dass die Machbarkeitsstudie alle Bereiche abdecken soll. Im Bericht des Gemeinderats wird der Anschein erweckt, es ginge um alles.

Ein weiterer Diskussionspunkt war die Rückbesinnung auf den ursprünglichen Nutzen des Kongresshauses als «Maison urbaine». Wird das Konzept den heutigen gesellschaftlichen Bedürfnissen überhaupt gerecht? Das vorliegende Projekt bietet die Möglichkeit, real zu testen und zu prüfen und nicht vom Schreibtisch aus Projekte auf dem Papier zu planen, welche vielleicht überholt und in Zukunft nicht mehr gewünscht sind.

Noch eine formelle Anmerkung zu einer Unklarheit: Im Bericht ist von einem Nachkredit die Rede. Im Beschlussesentwurf soll aber über einen Verpflichtungskredit abgestimmt werden. Wir haben die zuständige Direktorin um Klärung gebeten und sie wird uns heute Abend dazu noch eine Antwort liefern.

Die Meinungen in der Kommission sind geteilt. Einige Mitglieder unterstützen die Stossrichtung, halten das Geschäft aber nicht für entscheidungsreif. Für das Projekt spricht die Chance, mit lokalen Akteuren im realen Betrieb die besten Lösungen für das Kongresshaus zu suchen und zu entwickeln. Andererseits wird der Zusammenhang zwischen der vorliegenden Pilotnutzung und dem Sanierungsprojekt kritisiert. Offen bleibt die Höhe der Sanierungssumme und der Aufwand. Eine Kommissionsmehrheit ist zum Schluss gekommen, dem Beschlussentwurf nicht zu folgen und dem Stadtrat zu empfehlen, das Geschäft abzulehnen.

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Das Kongresshaus weist Flächen auf, die schon seit einiger Zeit kaum genutzt werden. Die CTS SA hat für das Bespielen dieser Flächen im Rahmen ihres Leistungsauftrags keinen spezifischen Auftrag, lehnt aber natürlich keine Anfragen grundlos ab. Die Fraktion Grüne findet es daher gut und wichtig, dass das Problem der schlecht genutzten Flächen angegangen wird. Auf experimentelle Weise wird versucht, herauszufinden, ob sich nicht doch noch etwas machen lässt bevor Bestehendes entfernt und Neues teuer eingebaut wird. Dies vor Ort, also quasi am lebenden Objekt mittels einer Pilotnutzung herauszufinden, ist heute noch wenig gebräuchlich. Es erscheint uns aber das bessere Vorgehen zu sein, statt sich in einem Büro fernab des Problemkindes viele theoretische Nutzungen auszudenken. Von uns allen verlangt das Projekt aber auch eine gewisse Toleranz hinsichtlich einer sogenannt erfolgreichen Nutzung. Schliesslich geht es darum herauszufinden, was funktioniert und was nicht.

Es kann also auch sein, dass es zu Misserfolgen kommt, dass Nutzungen keinen grossen Anklang finden. Besser, wir finden das jetzt heraus, bevor wir teuer sanieren und beispielsweise einen teuren Boden einbauen, den es dann vielleicht gar nicht braucht. Wir sind erfreut, dass mit «BienneVida» Macherinnen und Macher aus der Region bei diesem Projekt aktiv sein werden. Sie verfügen über ein breites bestehendes Netzwerk, wissen wie die lokale Bevölkerung tickt und auch was es heisst, in einer zweisprachigen Stadt aktiv zu sein. Ihr Mut, dieses Projekt durchzuführen, verdient Respekt. Sie haben sich mit der CTS hinsichtlich der tatsächlichen Verfügbarkeit der betreffenden Flächen abzusprechen. Sie tragen die Haftpflicht für die von Ihnen initiierten Nutzungen. Allfällige Bewilligungen haben sie selber einzuholen. Natürlich haben sie Fluchtwege und Notausgänge zu respektieren

und sie müssen sich mit der bestehenden Infrastruktur arrangieren, etwa mit den vorhandenen Glaswänden. Es ist also kein leichtes Unterfangen.

Wir sind jedoch zuversichtlich, dass es diesem Verein gelingt, zahlreiche Erfahrungen zu sammeln, die in die Planung für die zukünftigen Nutzungen einfließen. Darum stimmt unsere Fraktion dem vorliegenden Geschäft zu. Wir laden Sie ein, es uns gleich zu tun.

Noch ein Wort zum Programm. «BienneVida» hat noch keinen offiziellen Auftrag und wir erwarten schon ein fixfertiges Programm. Da sind wir vielleicht zu anspruchsvoll und müssen ein bisschen Geduld haben.

Wir ziehen unseren Änderungsantrag zurück und überlassen es den Antragstellenden für die Rückweisung, den entsprechenden Änderungsantrag zu stellen.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Je résume la situation actuelle. L'amendement de la Gauche a été retiré au profit des deux points qui figuraient dans la proposition de renvoi qui, elle aussi, avait été retirée.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Parmi toutes celles et ceux qui ne se serait pas opposés à une proposition de renvoi, il me semble qu'il y a des nuances d'une certaine importance qu'il faut mettre en lumière.

Selon son rapport de gestion de 2023, la CTS connaît une occupation des salles du foyer du Palais des Congrès d'environ 50% sur une base de 365 jours. On compte également, entre autre, environ 3'000 abonnements de sports et loisirs vendus, 40'000 participant(e)s aux différentes leçons de gymnastique. Dans ce contexte, la sentence colportée par le rapport qui nous est soumis, désignant cette enceinte comme « symbole vide de substance avec peu d'innovation et peu d'animation » est pour le moins sévère et même injuste vis-à-vis de l'équipe qui la gère. En réalité, le Palais des Congrès est aujourd'hui ce qu'il a toujours été, un centre de congrès destinés aussi bien à la population biennoise qu'à un public national, voire international.

Cela n'empêche pas que d'autres animations et activités puissent s'ajouter à celles qui existent déjà, comme, par exemple celles proposées dans ce présent rapport. Ce qui reste étonnant dans cette affaire, est que ces animations soient considérées comme étude de faisabilité pour la rénovation du Palais des Congrès, prévue à partir de 2030 et actuellement estimée à 75 mio. fr. On voit toutefois que ces animations sont parfaitement imaginables dans l'état actuel du Palais des Congrès, sans autre mesure de construction.

Considérant que ces animations seront, selon le rapport, toujours subordonnées à l'activité ordinaire de Congrès & Sports et vu le statut de protection de l'ensemble architectural, il y a fort à parier que ni le parvis, ni le foyer, ni les autres espaces réservés à ces nouvelles activités ne pourront être fondamentalement modifiés. Le lien construit par le Conseil municipal entre ses activités et le futur projet de rénovation du Palais des Congrès est purement fictif. Toutefois, cette fiction doit servir à la future votation sur la rénovation. Dans ces circonstances, prélever les montants qui nous sont demandés du crédit de projet de construction fait preuve d'une créativité propre à tromper le monde alors que comme le relève à juste titre le Département des finances dans son co-rapport, cette affaire constitue en réalité un nouveau contrat de prestations. Ce contrat s'ajouterait à ceux déjà conclus avec la CTS SA, entreprise dont le futur rôle fait actuellement l'objet d'un examen approfondi, sa situation s'étant compliquée ces derniers temps, notamment suite à la crise énergétique. Pouvons-nous nous permettre d'ajouter aux charges de cette entreprise d'autres charges supplémentaires liées aux nouvelles activités proposées? Il est vrai que

théoriquement, ces charges devraient encore être réparties entre la CTS SA et la nouvelle entité, sa sous-locataire, mais pratiquement, elles devront finalement être assumées par la Ville. En théorie, le projet pilote qui nous est soumis est limité dans le temps mais dans la pratique, il est prévu pour durer. L'objectif fondamental de ce projet consistant surtout à convaincre la population biennoise de soutenir les importants investissements à venir au Palais des Congrès afin de faire de ce lieu une institution davantage appréciée par le grand public. Il s'agit là d'un acte de pur marketing. Nous sommes confiants qu'il y a d'autres manières de passer cet objet en votation, par exemple en séquencant et en espaçant les investissements dans le temps.

En attendant, nous sommes tenus de respecter la réalité vraie de notre Ville, soit sa situation financière et son déficit structurel auquel, contrairement à ce que semblent admettre certains, rien ne change avec le bouclage 2023 et les énormes revenus non-monétaires qu'il nous a prodigué par la réévaluation d'actifs.

Pour terminer, je tiens à souligner qu'il nous incombe à tous, et à tous les niveaux, de nous tenir à ce qui est strictement nécessaire et de le réaliser avec les moyens et les ressources dont nous disposons réellement. Cela étant, la raison et le sens des responsabilités nous obligent à refuser le projet qui nous est soumis.

Meier Julian, Fraktion SP/JUSO: Ich bin sicher, dass die Sanierung des Kongresshauses hier im Stadtrat noch zu vielen Diskussionen führen wird, ganz egal, wie die Beratung heute ausgeht. Ich freue mich auf diese Diskussion, ganz ehrlich. Ich freue mich vor allem, dass wir die Diskussion auf einer Basis führen können, die nicht an einem Bürotisch nur auf dem Papier entstanden ist, sondern viel mehr Wert ist als irgendwelche Machbarkeitsstudien von internationalen Instituten, die keine Ahnung von Biel haben. Mit dem vorliegenden Projekt können wir Visionen entwickeln und sie auch ausprobieren. Dazu braucht es Mut und Weitsicht. Wir sind überzeugt, dass damit die breite Bevölkerung tatsächlich mitbestimmen kann, wie das Kongresshaus genau bespielt werden soll und nicht nur die Leute, die an Zwischennutzungen teilnehmen. Ich bin auch überzeugt, dass Partizipation in diesem Projekt eben keine leere Worthülse ist.

Ein wichtiger Punkt ist noch zu erwähnen. Heute müssen wir uns grundsätzlich, bei dem vorliegenden Geschäft jedoch ganz besonders, darauf konzentrieren, über was wir eigentlich abstimmen. Wir stimmen nicht über Kulturförderbeiträge ab und nicht über ein Kulturbudget. Wir stimmen auch nicht über Stadtmarketing ab. Nein, wir stimmen über eine mutige und experimentelle Herangehensweise ab. Das geschichts- und symbolträchtige Kongresshaus soll der Bevölkerung wieder zugänglicher gemacht werden. Zu der geplanten Herangehensweise können wir von der Fraktion SP/JUSO einstimmig ja sagen und freuen uns sehr, wenn Sie ebenfalls zustimmen.

Lehmann Caroline, Fraktion GLP+: Als Sprecherin der Fraktion GLP+ betone ich noch einmal, dass wir die Grundidee des Projekts für eine Pilotnutzung anstelle einer Machbarkeitsstudie unterstützen und begrüßen. Wir sind der Meinung, dass sich hier die Möglichkeit bietet, ein Vorzeigeprojekt aufzuziehen, das vielleicht auch bei anderen Sanierungen oder Stadtplanungsmassnahmen angewendet werden könnte. Tendenziell sind die Ergebnisse von experimentellen Machbarkeitsstudien am Markt für uns immer besser als theoretisch fokussierte, besonders in Fällen wie dem Kongresshaus mit wenig Vergleichsmöglichkeiten und wo die Ansprüche an die Nutzung nicht so klar sind wie beispielsweise bei einem Schulhaus. Der Start des Projekts war aber ein bisschen holprig. Bei solchen Bauprojekten braucht es immer eher ein bisschen mehr Informationen und ein bisschen mehr Vorbereitungszeit, auch weil viele Fragen im Stadtrat, bei den Medien und in der Öffentlichkeit auftauchen. Wir

hoffen, dass die Stadtverwaltung aus dem bisherigen Verlauf ein paar Schlüsse zieht und für zukünftige Projekte mitnimmt.

Zwei der offenen Fragen, die bei uns im Rahmen des Projektes aufgekommen sind, haben wir zu Genüge diskutiert. Diese werden im Rückweisungsantrag beziehungsweise neu im Änderungsantrag berücksichtigt. Ich gehe auf einen grösseren Kritikpunkt von unserer Seite ein. Es geht um das denkbar schwierige Setup. Neben der Pilotnutzung laufen im Moment noch zwei weitere Projekte. Die Immobilienstrategie der Stadt Biel und die Restrukturierung der CTS werden ebenfalls einen grossen Einfluss auf die zukünftige Nutzung des Kongresshauses haben. Während wir von der Immobilienstrategie konkrete Vorschläge erwarten, haben wir bei der Restrukturierung der CTS grössere Bedenken. Es ist gut möglich, dass sich die CTS je nach Ergebnis in den nächsten Jahren neu ausrichten muss. Gleichzeitig soll sie die Pilotnutzung begleiten sowie brauchbare Ergebnisse zum Thema Machbarkeit für die Herzstücke des Kongresshauses, wie die Säle, die Sportanlagen und das Restaurant liefern. Das wird schwierig. Wir hätten uns gewünscht, dass der Gemeinderat die Restrukturierung der CTS abwartet. In einem Jahr, 2026 wäre es möglich gewesen ein gesamtheitliches Pilotprojekt für das Kongresshaus mit Ausnahme des Hochhauses zu starten. Ein solches Projekt hätte auch unbedingt neue Kräfte wie die heute in Biel existierenden Vereine beispielsweise «BienneVida» einbinden sollen. Wir denken, es bringt etwas, wenn nicht einfach die CTS die Pilotstudie macht. Mit diesen parallel laufenden Projekten und zerstückelten Machbarkeitsanalysen sehen wir jedoch ein paar Risiken und Probleme.

Aus diesem Grund werden wir ein überparteiliches Postulat einreichen, das den Gemeinderat bittet, aufzuzeigen, wie die drei parallel laufenden Projekte aufeinander abgestimmt werden. Mit dem Auftrag im Postulat, das wir einreichen, wird ein grosser Kritikpunkt von unserer Seite ein bisschen erfüllt. Falls die beiden Punkte im Änderungsantrag angenommen werden, können wir dem Projekt zustimmen.

Schultz Moema, au nom du Groupe PSR: Le Groupe PSR a pris connaissance du dossier. C'est un projet qui implique notre population, qui réveille un espace non utilisé et, en plus, nous fournit une étude de faisabilité faite sur place. Ce bâtiment imposant au centre-ville qui à l'origine a été construit pour un endroit de rencontre pour la population biennoise et des alentours ne l'est malheureusement plus. Bien que l'architecture intrigue les personnes passantes, le cocon semble tristement vide. Seules les images d'autrefois me rappellent la fréquentation élevée de cette maison urbaine. Comme l'a déjà dit Catherine ce soir, je me permets de faire la thèse qu'une grande partie d'entre nous est d'accord sur le fait que l'utilisation du Palais des congrès, telle qu'elle est aujourd'hui, ne convient plus à la demande de notre population. C'est pourquoi nous soutenons la reconnaissance du problème par la Ville et le fait qu'elle nous livre ce soir un projet avec un processus participatif qui offre un programme fictif mais diversifié pour tous les âges. En plus, il permet de redonner vie aux différents espaces et ouvre les portes du Palais des Congrès pour toutes et tous.

En tant que Ville, nous avons la chance d'avoir un comité de la région pour la région qui s'est proposée. Il est inévitable et indispensable de rénover le palais des congrès en tout cas, c'est-ce que nous avons entendu ce soir plusieurs fois.

Avant de le faire, nous devons réfléchir et prendre le temps de tester la manière dont nous voulons utiliser cet espace à l'avenir. Nous avons ce soir l'opportunité de concrétiser la réalisation de ce projet d'occupation de l'espace dans toute la dimension du palais des congrès, il faut s'en saisir. Le Groupe PSR soutient le projet et vous invite à faire de même.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Etant donné que plus personne ne souhaite prendre la parole, je passe la parole au Conseil municipal s'il le souhaite.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Auf ein paar Punkte will ich eingehen. Ich denke, es ist wirklich wichtig, dass klar ist, um was es hier geht. Es geht nicht darum, das Kulturbudget aufzubrechen. Es ist überhaupt nichts in diesem Sinn geplant. Das Projekt ist im Investitionskredit enthalten und wird integriert in den Kredit zur Sanierung des Kongresshauses, wie das mit einer üblichen Machbarkeitsstudie ebenfalls gemacht würde. Ich habe vorhin bereits erklärt, dass es hier gleich ist wie bei anderen Projekten. Der Kredit für die Machbarkeitsstudie wird für den Verpflichtungskredit entsprechend aufsummiert und wieder dem Stadtrat vorgelegt. Bei anderen kleineren Gebäuden würde die Sanierung wahrscheinlich noch in die Gemeinde-ratskompetenz fallen. Insofern handelt es sich vorliegend nicht um einen Nachkredit, sondern der Kredit fliesst nachher in den Gesamtkredit ein und wird hochgerechnet. Das heisst, es kommt zu einem Wettbewerb, welcher wiederum in der Projektierung enthalten ist etc.

Ich habe vorhin ebenfalls schon gesagt, dass vieles offen ist. Das ist die Idee. Es ist völlig in Ordnung und auch gewünscht, dass Sachen scheitern werden. Das wird uns Erkenntnisse liefern, was funktioniert und was nicht. Zu einer Machbarkeitsstudie auf klassische Art besteht kein Unterschied. Die Herangehensweise für die Immobilienstrategie zur künftigen Nutzung des Hochhauses ist anders und deshalb aus der Machbarkeitsstudie ausgeklammert. Das gleiche gilt für die Räumlichkeiten, welche im Moment von der CTS bespielt werden. Die CTS hat einen Leistungsauftrag, welcher in einer Volksabstimmung beschlossen wurde. Die Stadt Biel ist die Besitzerin des Gebäudes und muss wissen, was mit dem Gebäude passieren wird, unabhängig von der Betreiberin.

Die Befürchtungen, dass die CTS den Auftrag nicht erfüllen kann, teilen wir nicht. Die CTS hat Erfahrung damit, was funktioniert und was nicht. Sie leiden heute darunter, dass gewisse Teile nicht so sind, wie sie sein sollten. Was wirklich machbar ist, ist auch hier ein Lernprozess und dafür haben wir ausreichend Zeit. Wir haben die Abstimmung zur Sanierung des Kongresshauses für 2030 geplant. Somit bleiben drei Jahre für die Pilotnutzung und nachher zwei Jahre für die weiteren Detailarbeiten. Es wäre wenig sinnvoll, heute ein Betriebskonzept anzugehen, welches in 10 Jahren funktionieren sollte. Wir stehen heute ganz am Anfang des Prozesses. Ich gebe zu, dass der Titel des Geschäfts irreführend ist. Ursprünglich sollte ein Betriebskonzept erarbeitet werden. Im Zuge dessen haben wir gemerkt, dass wir das anders machen müssen. Daraus entstand der sogenannte partizipative Prozess mit der Machbarkeitsstudie in live. Vielleicht können Sie im Änderungsantrag den Titel des Geschäfts noch anpassen damit es künftig nicht zu Verwirrungen kommt.

Im vorliegenden Projekt geht es um den öffentlichen Teil im Kongresshaus und nicht um Kongresse und Veranstaltungen organisiert von der CTS. Vertraglich ist zwischen der Stadt Biel und «BienneVida», aber auch zwischen der CTS und «BienneVida» klar geregelt, was bei Nutzungskonflikten passiert und wie darüber entschieden wird. Es soll möglichst nicht vorkommen, dass beispielsweise ein «Beatbox» neben dem Schachfestival stattfindet. Das wird so nicht passieren. Darum ist es eben auch wichtig, dass die CTS bei der Projektorganisation dabei ist.

Herr Suter, Sie haben gesagt, wir schaffen hier einen neuen Leistungsvertrag. Das ist nicht wahr. Korrekt ist, dass zwar über drei Jahre selbstverständlich ein Leistungsvertrag besteht, aber – und das sage ich für das Protokoll – es ist nicht die Idee, dass der Leistungsvertrag über die drei vereinbarten Jahre hinausgeht. Es ist möglich, dass zwischen diesen drei Jahren und dem Beginn der Sanierung gut

funktionierende Teile übernommen werden. Es ist aber nicht die Idee, dass es nachher einen weiteren Leistungsvertrag zwischen dem Verein und der Stadt Biel gibt. Vielmehr soll ein Betriebskonzept entstehen.

Insofern danke ich für die grundsätzlich gute Aufnahme und spannende Diskussion zum vorliegenden Geschäft. Ich glaube nicht nur für Sie, sondern auch für mich waren die letzten Wochen ein Lernprozess. Dieser wird eindeutig noch über die nächsten drei Jahre weitergehen aber auch noch darüber hinaus, bis wir dann hoffentlich das Kongresshaus saniert haben. Anschliessend werden wir dort vielseitige Veranstaltungen geniessen können, wie auch immer diese aussehen werden.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: On va pouvoir maintenant se prononcer sur le projet global. Pour rappel, on vote sur le projet global avec l'amendement du Groupe GLP+. Je vous suggère de ne pas faire un vote sur l'amendement lui-même à moins que quelqu'un l'exige formellement. Monsieur Julian Rodriguez Ugolini souhaite prendre la parole à ce sujet.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Je suis désolé mais je ne suis pas d'accord avec la démarche proposée. Il faut que l'on sache sur quoi on vote. Il serait mieux de voter après la pause ainsi le Groupe GLP+ a le temps de modifier son amendement pour que l'on voit ce qui est mis en vote.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Madame Caroline Lehmann m'a informé que l'amendement est déjà modifié et donc je vous propose qu'elle vienne le lire afin que l'on puisse se prononcer sur ce projet encore avant la pause.

Lehmann Caroline, Fraktion GLP+: Der neue Vorschlag zu Punkt 2 des Beschlussentwurfs lautet: *«Der Gemeinderat wird mit dem Vollzug beauftragt. Er muss besonders darauf achten, dass das Projekt Pilotnutzung kontinuierlich angepasst wird, damit alle interessierten Akteure und bisherigen Benutzer des Kongresshauses integriert werden und dass deren Empfehlungen in das zukünftige Raumprogramm und Betriebskonzept des Gebäudes einfließen.»*.

Der neue Punkt 3 des Beschlussentwurfs lautet: *«Der Gemeinderat wird beauftragt, dem Stadtrat einen Schlussbericht mit den Erkenntnissen der Pilotnutzung für das Raumprogramm und das Betriebskonzept im Hinblick auf die Sanierung des Kongresshauses und den zukünftigen Businessplan vorzulegen»*.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Dans ces conditions, je vous propose de commencer par voter sur la proposition d'amendement modifiée qui vient d'être lue puis, sur cette base-là, nous nous prononcerons sur le projet complet avec ou sans l'amendement.

Vote

- sur la proposition d'amendement modifié du Groupe PVL+

La proposition est acceptée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 5 février 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Le projet relatif au programme d'exploitation du Palais des Congrès en vue des travaux de réfection est approuvé et un crédit d'engagement de 595'000 francs est accordé à cet effet.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il doit en particulier veiller à une adaptation continue du projet d'utilisation pilote, de manière à y intégrer tous les acteurs intéressés et utilisateurs actuels du Palais des Congrès et à ce que leurs recommandations soient incluses dans les futurs programmes d'agencement des locaux et d'exploitation du bâtiment.
3. Le Conseil municipal est chargé de soumettre au Conseil de ville un rapport final contenant les conclusions de l'utilisation pilote pour les programmes d'agencement des locaux et d'exploitation en vue de l'assainissement du Palais des Congrès et de son futur plan d'affaires.
4. Le Conseil municipal est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

9. Motivation d'urgence du postulat interpartis, Meier Julian, Groupe PS/JS, Roquet Hervé, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Lehmann Caroline, Groupe PVL+, Buchhofer Stephan, Groupe FDP, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre « Demande de mise à ban concernant le stationnement dans la cour intérieure des anciens abattoirs »

Meier Julian, Fraktion SP/JUSO: Ich bitte Sie, Dringlichkeit für ein überparteiliches Postulat zu gewähren, das den oft bemühten links-rechts Block aufbricht. Es geht darum, dass im Innenhof des Schlachthofareals momentan zahlreiche wild abgestellte Autos Betrieb und Nutzung beeinträchtigen. Es geht auch um die Sicherheit der FussgängerInnen, die dort wöchentlich das Gemüse des kleinen Kulturbetriebs abholen, aber auch der Betriebe, die dort Material ein- und ausladen. Mit dem Postulat versuchen wir, das Problem in Zukunft in eine bessere Richtung zu lenken und eine diverse Nutzung zu ermöglichen. Vielen Dank, für die Gewährung der Dringlichkeit.

L'urgence est accordée.

Interruption de séance : 20h00 à 21h00

10. 20250031, Rénovation de cinq écoles enfantines / Crédit d'engagement

Benz Raphael, Aufsichtskommission: Das vorliegende Geschäft war für die Aufsichtskommission ein bisschen einfacher als das vorherige. Wir haben dem Beschlussentwurf einstimmig zugestimmt. Die Aufsichtskommission ist der Meinung, dass der Verpflichtungskredit für die Sanierung der fünf Kindergärten für CHF 4,34 Mio. wichtig ist. Es geht um die Kindergärten Erlacherweg, Jurintra, Reimannstrasse, Siedlungsweg und Zihlstrasse. Mit der Sanierung gesamthaft in einem Paket sparen wir Kosten, was wir in Ordnung finden.

Ein bisschen Sorgen bereiten uns vor allem Transport und Organisation der Kindergartenklassen. Die Distanz zwischen Nidau und Geyisried ist relativ gross. Darum möchte ich die zuständige Gemeinderätin, Frau Anna Tanner, bitten, kurz dazu Stellung zu nehmen.

Michel Tamara, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ sieht die Notwendigkeit der Sanierung der fünf Kindergärten und wird das vorliegende Geschäft einstimmig annehmen. Die zeitnahe und gestaffelte Ausführung spart Kosten aber auch Ressourcen. Ein längeres Zuwarten würde nur zu einer Verschlechterung der Bausubstanz und damit auch zu einer Erhöhung der Kosten führen.

Die Fraktion GLP+ begrüsst insbesondere, dass der Kindergartenbetrieb auch während den Bauarbeiten aufrechterhalten wird. Wir fragen uns aber, ob und wo die zusätzlich anfallenden Transportkosten für den Standortwechsel der Kinder budgetiert sind. Wie wird der kürzeste Transportweg gewährleistet, da die Kindergärten zum Teil sehr weit auseinanderliegen? Sind die Kapazitäten der gastgebenden Kindergärten ausreichend, um die vorübergehend zusätzlichen Kinder aufzunehmen? Wir würden uns sehr über ein kurzes Feedback der zuständigen Direktion zu unseren Fragen freuen.

De Lorenzo Bryan, au nom du Groupe UDC: Notre Groupe souhaite compléter la réponse du Conseil municipal. En effet, notre Groupe souhaite ajouter que, comme le dit le Conseil municipal, ne pas entreprendre maintenant des rénovations nécessaires risquerait de repousser le problème à un moment où l'urgence serait activée et les frais en découlant pourraient être plus élevés qu'actuellement et ne pourraient peut-être pas être évités. Le fait de gérer la situation avant que l'urgence s'impose permettrait d'anticiper d'éventuels problèmes, notamment la gestion de devis trop élevés ou non négociables. De plus, il en va de la sécurité des enfants d'avoir des bâtiments aux normes et répondant aux critères actuels, notamment en ce qui concerne la loi sur les constructions. Il est également à préciser que ce crédit d'engagement sera échelonné sur plusieurs années, à savoir que les rénovations se feront entre 2025 et 2029 avec différents montants pour chaque année.

Au vu de ce qui précède, le Groupe UDC soutient le crédit d'engagement proposé par le Conseil municipal. Il relève qu'une discussion serait intéressante sur les questions suivantes:

- A-t-on bien regardé s'il était possible d'obtenir la réalisation des travaux à un coût moins élevé en utilisant éventuellement des devis moins chers que ceux acceptés?
- Etant donné que les travaux de rénovation sont uniquement prévus pour les parties de bâtiments à risque, est-ce que le Canton apporterait un aide financier dans une telle situation ?
- Est-il réellement nécessaire de garder certaines de ces structures comme faisant partie du patrimoine historique de Bienne. J'entends par là, de savoir s'il ne serait

pas possible de renoncer au patrimoine historique concerné en privilégiant la modernité?

Ryser Siri, Fraktion SP/JUSO: Diese Sanierung ist nicht nur sinnvoll, sie ist überfällig. Die Fakten liegen klar auf dem Tisch. Fünf Kindergärten, erbaut zwischen 1949 und 1965 wurden seit ihrer Errichtung nicht saniert. Da scheint ein 15-jähriger Rückstand wenig überraschend. Wer sich die Gebäude anschaut, sieht sofort, dass sie den heutigen Anforderungen in keiner Weise entsprechen. Dächer sind undicht, die Fenster isolieren nicht richtig, alte Leitungen und Heizungen entsprechen weder den energetischen noch den sicherheitstechnischen Standards; keine passende Umgebung für die Kinder unserer Stadt.

Kurz gesagt, die Gebäude für unsere jüngsten Lernenden, erinnern eher an Baustellen als an Kindergärten. Das geht nicht. Es ist erschreckend, dass wir erst handeln, wenn es wirklich nicht mehr anders geht. Dass Infrastrukturen, die essenziell für die frühkindliche Bildung sind, derart vernachlässigt wurden, ist ein Problem der städtischen Investitionspolitik. Investitionen in den Erhalt unserer städtischen Gebäude müssen eine Selbstverständlichkeit werden. Zu warten, bis uns buchstäblich das Wasser von der Decke tropft, ist keine Option. Der vorliegende Fall zeigt, dass frühzeitiges Investieren besser ist, als bis zuletzt abzuwarten.

Daher unterstützen wir das Sanierungsvorhaben aller fünf Kindergärten mit dem vorliegenden Verpflichtungskredit. Auch aus ökologischer Sicht führt nichts am Projekt vorbei, da undichte Fenster und ungenügende Dämmung nicht gerade für gute Energieeffizienz sprechen.

Tonon Ariane, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Nous voici au début d'un nouveau chapitre dans l'histoire de la rénovation des bâtiments de la Ville. En l'occurrence, la rénovation de cinq bâtiments construits entre 1949 et 1965 et qui accueillent des élèves de première et deuxième année « HarmoS », donc la première moitié du cycle 1 de l'école obligatoire. Ces bâtiments se trouvent dans un très mauvais état et une intervention urgente est nécessaire. Ceci, d'autant plus qu'aucun d'entre eux n'a bénéficié d'un assainissement durant toutes ces années. En ce qui concerne le détail des rénovations, soit les interventions sur la substance même des bâtiments, sur les installations techniques, sur l'isolation ou de manière générale et sur la mise aux normes technique et pédagogique, nous faisons confiance à l'équipe d'experts qui était présente tout à l'heure, que je souhaite remercier pour le rapport détaillé qu'ils nous ont présenté.

Le crédit demandé permet de considérer ces cinq rénovations comme un tout. Cela permet de planifier le maintien de l'activité et de transférer les élèves entre les cinq écoles sans nécessité de prévoir de pavillons provisoires.

Par contre, et c'est là la seule réticence que nous pourrions avoir, les déplacements des élèves âgés de 4 à 6 ans peuvent s'avérer complexes et déstabilisants au moment de ce grand bouleversement que constitue l'entrée à l'école. C'est un moment clé dans le développement psychologique de l'enfant et il s'agit d'en assurer le meilleur déroulement possible. Nous souhaitons donc qu'un encadrement pédagogique adéquat soit mis en place en considérant cette question. Hormis pour ce dernier point, que nous confions aux bons soins des directions concernées, notre Groupe recommande d'accepter ce projet et de suivre le Conseil municipal dans sa proposition.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Il s'agit bien d'un constat avéré. Une partie des bâtiments municipaux du patrimoine administratif est en mauvais état. Il est temps

de s'emparer du problème en réalisant ces assainissements avant qu'il ne soit trop tard.

Certes, ces rénovations ont un coût mais celui-ci a été réparti sur plusieurs années et attendre ou refuser aurait des conséquences catastrophiques. Le Groupe PSR a étudié le dossier de la rénovation de cinq écoles enfantines avec attention et remercie vivement le département des constructions pour ce rapport détaillé.

La réfection de ces bâtiments planifiée sur une période de 5 ans est absolument indispensable. Les enfants ont besoin d'évoluer dans des locaux sécurisés, propres et en ordre, répondant à toutes les exigences et les normes cantonales.

Des écoles enfantines ou on devrait plutôt dire 1H, 2H ou première partie du cycle 1. Je vous rappelle que nous sommes entrés dans le système « HarmoS » depuis 2011 et donc les termes « école infantine » ou « jardin d'enfants » ne devraient donc plus être utilisés. Les écoles enfantines, grâce à l'amélioration de l'espace pédagogique, offrent un cadre accueillant et des conditions d'enseignement favorables permettant un bon climat de classe. Des bâtiments scolaires en bon état et plus fonctionnels améliorent la satisfaction du personnel enseignant, des familles, des enfants et augmente l'attractivité de la Ville. Il s'agit donc vraiment d'une formule gagnante.

Pour tous ces bâtiments, une analyse fine et détaillée a été effectuée pour évaluer l'ampleur des rénovations nécessaires à réaliser pour les toitures, les façades et les fenêtres. Il est à noter que les installations sanitaires et électriques et le chauffage seront remis en état tout comme les aménagements intérieurs et extérieurs de ces bâtiments. Une coordination entre les départements des constructions et des écoles a permis de trouver des solutions pour déplacer chaque classe et les enseignants, en commençant par l'école infantine du chemin de Cerlier au chemin de la Colonie qui s'effectuera en bus scolaire, le temps de la rénovation. Ces classes reviendront ensuite dans leurs locaux respectifs avec le même personnel d'encadrement. Pour pallier les difficultés et les imprévus, une commission de pilotage a été établie pour assurer un suivi efficace et une coordination tout au long du projet entre le département des constructions et celui des écoles. Vous l'aurez compris, le Groupe PSR soutient fermement ces rénovations et vous encourage à en faire de même en acceptant le crédit d'engagement proposé.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Merci für die gute Aufnahme und die Diskussion zum vorliegenden Geschäft. Es handelt sich um ein Folgegeschäft der Zustandsanalyse, welche wir gemacht haben und die uns gezeigt hat, in welchem Zustand unser Verwaltungsvermögen ist. Wir suchen deshalb nach Lösungen, wie wir möglichst einfach Sanierungen durchführen können. Ein Weg dazu ist der Rahmenkredit. Der vorliegende Verpflichtungskredit unterscheidet sich, weil es sich nicht um einen Rahmenkredit handelt, wo es um einzelne Bauteile geht, sondern um mehrere ähnliche Gebäude, welche wir hier zusammengekommen haben. Einerseits profitieren wir von Synergien, wenn wir die Gebäude in der geplanten Reihenfolge sanieren und andererseits können wir auf Provisorien verzichten. Auf die Fragen zum Transport kommt anschliessend Anna Tanner zu sprechen.

Je tiens encore à répondre aux questions posées par le Groupe UDC. Il est clair que nous allons recevoir une aide financière du Canton mais pas un soutien complet car nous assainissons uniquement une partie des bâtiments. De plus, cette aide est calculée en fonction de l'état d'entretien des bâtiments et donc le montant final d'aide peut encore être réduit. Concernant la question de reconstruire complètement, cela n'est pas envisagé d'une part, car les bâtiments peuvent encore être assainis et d'autre part, car la reconstruction complète coûterait beaucoup plus et engendrerait aussi des

travaux sur une plus longue durée. De plus, étant donné que ces bâtiments sont protégés, il ne serait pas possible de les démolir dans leur entier. La réflexion présentée a aussi du sens au niveau écologique et au niveau économique. Concernant la question du coût des travaux, il est clair que les devis ont été étudiés et que la Ville regarde que le montant final soit convenable. Dans le cas présent, un spécialiste en économie n'a pas été intégré à la réflexion car cela n'était pas nécessaire vu les montants engagés.

Tanner Anna, Direktorin Bildung, Kultur und Sport: Auch von unserer Seite Merci vielmals für die Diskussion und die gestellten Fragen. Ich danke auch der Baudirektorin für ihre Ausführungen.

Wie die Sprecherin der Fraktion Grüne gesagt hat, ist es wichtig, dass die Kinder im Vorschulalter gute Bedingungen haben. Dazu haben sich die VertreterInnen der Direktion, Bildung, Kultur und Sport (BKS) zusammen mit den zuständigen Mitarbeitenden der Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU) Gedanken gemacht. Wie kann die Sanierung mit den wenigsten Störungen oder Unterbrüchen durchgeführt werden? Mit diesem Hauptanliegen ist die vorliegende Planung zustande gekommen. Busse werden die Kinder vom einen Ort zum anderen transportieren. Wichtig ist dabei, dass die Kinder alle zusammenbleiben können. Im ersten Jahr betrifft das den Kindergarten Erlacherweg. Die 17 betroffenen Kinder gehen alle in den Kindergarten Siedlungsweg. Dieser ist im Moment leer. Sobald die Kinder wieder zurück am Erlacherweg sind, geht die Klasse von Jurintra an den Siedlungsweg und so weiter. Wie viele Kinder im zweiten Jahr betroffen sind, können wir heute noch nicht sagen, weil die Einschreibungen noch nicht stattgefunden haben. Deshalb ist eine laufende Planung nötig, welche Jahr für Jahr angepasst wird. Wichtig zu erwähnen ist, dass die Kinder in ihrer angestammten Tagesschule bleiben können. Sie werden am Mittag wieder zurückfahren, damit sie im gewohnten Umfeld essen können.

Ich spreche noch kurz zu den baulichen infrastrukturellen Ausstattungen der Kindergärten. Diese sind in den Grundlagen definiert und selbstverständlich in die Planung zusammen mit der BEU eingeflossen. Neben gemeinschaftlich genutzten Räumen müssen Orte zur Verfügung stehen, wo sich die Kinder zurückziehen können. Der Kindergarten sollte über getrennte WCs verfügen sowie über Nasszellen. Diese grundlegenden Bedingungen müssen eingehalten werden und sind für den ersten Kindergarten so vorgesehen. Für die restlichen wird das dann laufend umgesetzt.

Es ist gut, dass Sie kritisch hinschauen und nachfragen. Ich danke Ihnen für die Diskussion.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 29 janvier 2025, vu l'art. 44, al. 1, et l'art. 19, al. 1, let. c, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête à l'unanimité, sous réserve du référendum facultatif :**

1. Un crédit d'engagement de 4'340'000 francs (no 54000.0590) est approuvé pour rénover cinq écoles enfantines (Cerlier, Jurintra, Reimannstrasse, Colonie, Mühlefeld I), sous réserve du référendum facultatif.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avèreraient

nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

11. 20250039, Réaménagement de la rue de l'Allée / Crédit d'engagement

Clauss Susanne, Aufsichtskommission: Die Aufsichtskommission hat den vorliegenden Bericht geprüft und findet ihn umfassend und aussagekräftig. Einzig bei den Bäumen tauchten nachträglich noch Fragen auf. Das Projekt betrifft die Überbauung im Dreieck der Matten-, Brühl- und Alleestrasse, wo durch den anstehenden Neubau neue Anforderungen an den öffentlichen Raum entstehen. Der Fokus liegt auf der Förderung der Aufenthaltsqualität für Fussgänger und Radfahrer, während auf der anderen Schüsseite neue Wohneinheiten und Dienstleistungsbetriebe diesen Bereich beleben sollen. Ziel ist es, den Strassenraum als verbindendes Element zwischen den Gebäuden und dem Gewässer der Madretsch-Schüss neu zu gestalten und dabei den Bedürfnissen an Mobilität, Klima und Ökologie gerecht zu werden. Der Zustand der Schüss ist aktuell unstrukturiert und kanalisiert. Die Ufer sind betoniert und bieten keine Nutzungsmöglichkeiten und kaum Lebensräume für Biodiversität.

Der neue Strassenbereich wird 4,5 Meter breit und aufgrund von Vorgaben bezüglich Inklusion wieder asphaltiert. Offenbar gibt es dazu Vorgaben für die Gleichstellung. Dies war eine der Fragen der Aufsichtskommission an die Direktorin der BEU. Der nicht asphaltierte Bereich soll schwammstadtmässig das Oberflächenwasser versickern lassen. Der Aufenthaltsbereich entlang der Schüss wird mit sickerfähigem Schotterrasen gestaltet und mit neuen Bäumen sowie einer Blumenwiesenmischung bepflanzt. Sitzstufen aus Beton bieten Zugang zum Wasser und Aufenthaltsmöglichkeiten.

Die Revitalisierung der Madretsch-Schüss hat das Ziel, die Uferökologie zu verbessern und ein strukturiertes Gewässerbett zu schaffen. Durch einfache Strukturveränderungen im Gewässerbett sollen die Strömungsverhältnisse und Lebensräume für die Fische optimiert werden. Die Umsetzung erfolgt schrittweise, um bestehende Bäume zu erhalten. Die Veränderungen im Uferbereich sollen die naturnahe Gestaltung fördern.

Die Auswahl der Vegetation orientiert sich an den gesetzlichen Vorgaben und der Anpassung an den Klimawandel. Eine vielfältige einheimische Vegetation wird gefördert. Die Böschungen werden extensiv als Magerwiese angelegt. Die gesamte Gestaltung schafft Kleinstrukturen zur Förderung der Biodiversität. Da das private Bauprojekt eine Tiefgarage vorsieht, wird die Alleestrasse nur noch für Zubringerdienst und Lieferungen befahrbar sein. Eine neue Begegnungszone wird eingerichtet und das Flanieren und der Zugang zu den Stufen am Schüssufer gewährleistet. Landschaftsarchitekten haben verschiedene Gestaltungsvarianten erarbeitet und geprüft. Das aktuell vorliegende Projekt erfüllt die Anforderungen am besten.

Die Gesamtkosten belaufen sich auf CHF 1,12 Mio., finanziert durch öffentliche Mittel und teilweise durch Spezialfonds. Aus dem Klimaschutz- und Klimaanpassungsfonds kommen rund CHF 212'300, aus der Spezialfinanzierung zur Förderung des öV CHF 23'600 und aus der Spezialfinanzierung für sicheren Langsamverkehr CHF 78'100. Nach Abschluss kann mit einer Übernahme von 60% der Gesamtkosten aus dem Agglomerationsprogramm der 4. Generation gerechnet werden. Wie immer

ist diese Zahl noch ungenau, weil erst nach Abschluss des Projekts abgerechnet werden kann. Es bleiben also rund CHF 440'000 übrig.

Wir finden das Projekt für diese effektiv anfallenden Kosten wunderbar. Der Finanzbedarf wird über drei Jahre ausgeschüttet, die erste Tranche war 2024 fällig und die weiteren Tranchen 2025 und 2026. Eine Verschiebung oder Nichtumsetzung der Pläne könnte zu höheren Kosten führen, wie immer. Ausserdem muss die Alleestrasse nach Fertigstellung der Überbauung sowieso saniert werden. Dies jetzt zu tun, ist deshalb wichtig.

Nach der Sitzung der Aufsichtskommission kamen offenbar noch Fragen zu den Bäumen auf, welche von der Baudirektorin detailliert beantwortet wurden. Der bestehende Baumbestand soll möglichst erhalten werden. Es wird ein Jungbaum umgepflanzt sowie zwei gesunde Eschen gefällt, damit die Uferböschung umgestaltet werden kann. Ein Baum wurde während den Bauarbeiten am Wurzelwerk so stark verletzt, dass er ebenfalls gefällt werden muss. Demgegenüber stehen aber Neupflanzungen von total sieben neuen Hochstammbäumen. Wir erachten deshalb die Fällung der zwei gesunden Bäume als vertretbar. Selbstredend hat die geplante Aussenraumneugestaltung einen positiven Einfluss auf das Stadtklima, insbesondere durch die neuen Bäume und die Entsiegelung der Böden.

Die Aufsichtskommission empfiehlt dem Stadtrat, den Beschlussentwurf wie vorliegend anzunehmen.

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Notre Groupe a pris connaissance du rapport du Conseil municipal. Nous souhaitons souligner la qualité du rapport et surtout remercier la direction des travaux publics, des transports et de l'énergie pour son travail.

J'aimerais qu'on se souvienne du 20 novembre 2024, dans cette même salle, nous avons approuvé l'initiative climat urbain et sa mise en œuvre dans le règlement sur le climat, avec son nouveau volet sur l'adaptation aux changements climatiques. Cette évolution constitue un changement de paradigme dans le domaine de l'aménagement de l'espace public urbain. Le Conseil municipal doit maintenant se fonder sur un dispositif légal qui est contraignant pour atteindre des objectifs ambitieux en matière d'adaptation aux changements climatiques. Aujourd'hui, on a le projet de réaménagement de la rue de l'Allée qui contribue justement à transformer notre Ville pour l'adapter aux changements climatiques.

Je ne vais pas refaire la lecture du projet qui vient d'être faite dans le détail. Je souhaite simplement rappeler que la conception de ce projet se fonde sur un travail de spécialistes mais aussi sur une pesée minutieuse des intérêts en présence, notamment la prise en compte de la protection des arbres et des cours d'eau, les intérêts pour une mobilité active. Il n'y a pas lieu de douter de cela. Ce travail sérieux et de qualité effectué par la direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut être reconnu en approuvant le crédit qui nous est présenté. Nous pouvons nous féliciter de cette avancée et surtout continuer à nous engager pour que ces efforts se poursuivent à l'avenir. Chaque mesure supplémentaire réalisée maintenant nous permet de dévier collectivement d'une trajectoire qui nous fait actuellement toujours foncer contre un mur. Notre Groupe approuvera cette demande de crédit et nous vous encourageons à en faire de même.

Leonarz Matilda, Fraktion SP/JUSO: Das vorliegende Projekt zur Neugestaltung der Alleestrasse ist vorbildlich. Die Fraktion SP/JUSO begrüsst dieses und wird es auch unterstützen. Mit der finanziellen Beteiligung aus dem Agglomerationsprogramm ist es

für die Stadt Biel ein günstiges Projekt. Vor allem ist zu begrüßen, dass die Madretsch-Schüss der Bevölkerung zugänglich gemacht wird. Im Moment entstehen im Dreieck Matten-, Brühl- und Alleestrasse 68 Wohnungen in der Überbauung «Visavie» und über 100 Wohnungen in der Überbauung Alleestrasse. Die Aufwertung und verkehrstechnische Beruhigung der Alleestrasse hat also einen Einfluss auf das Leben vieler Menschen, die dort wohnen und arbeiten.

Wir würden uns jedoch wünschen, dass solche aufwertenden Projekte nicht nur neben profitorientierten Neubauten entstehen, sondern vor allem neben genossenschaftlichen Bauten. Damit würde garantiert, dass nicht nur die betroffenen Quartiere mit neuen Wohnungen aufgewertet und dadurch die Gewinnchancen der Baufirmen erhöht werden, sondern alle BielerInnen von städtisch finanzierten Aufwertungsprojekten profitieren. Wir danken für die Annahme des Geschäfts.

Eggli Roland, Fraktion GLP+: Als wir uns in der Fraktion GLP+ über dieses Projekt beraten haben, wurde der Umgang mit den bestehenden Bäumen thematisiert. Mit der Annahme der Motion «Baumschutz für die Stadt Biel» (überparteiliche Motion 20230286) haben wir im Stadtrat ein wichtiges Zeichen gesetzt. Dabei ist uns Motionären wichtig hervorzuheben, dass der Baumschutz nicht nur im Kontext des Klimaschutzes behandelt werden darf. Biodiversität, Luftqualität, öffentliche Gesundheit und kulturelle Werte müssen ebenfalls berücksichtigt werden. Dass nun in einem ersten Schritt ein Jungbaum verpflanzt und zwei gesunde Bäume gefällt werden ist schade, aber unsere Fraktion ist der Meinung, dass dies für die Aufwertung beziehungsweise Renaturierung akzeptiert werden darf. Positiv zu erwähnen ist, dass die restlichen gesunden vierzigjährigen Bäume erst weichen müssen, wenn Sie allenfalls erkranken.

Trotz dem aktuellen Eschensterben bin ich zuversichtlich, denn es hat sich gezeigt, dass nicht alle Bäume befallen werden und einige Exemplare eine Resistenz entwickeln. Es könnte also durchaus sein, dass wir noch 100 Jahre gesunde grosse Eschen an der Alleestrasse haben werden. In der Öffentlichkeit werde ich als Ansprechperson für den Baumschutz wahrgenommen. Seit der Annahme der Motion im Stadtrat werden mir spontan Bilder von zur Fällung gekennzeichneten Stadtbäumen zugestellt. Für einen grossen Teil ist die Abteilung Infrastruktur der BEU verantwortlich, aber auch die Abteilung Liegenschaften scheut sich nicht, alte, im Baumregister erfasste Bäume zu fällen oder zu verstümmeln. Über 20 Fälle sind mir in den letzten 10 Monaten gemeldet worden. Es ist zu hoffen, dass es nicht noch Jahre geht, bis wir in Biel ein griffiges Baumschutzreglement erhalten. Es wäre schon ein Erfolg, wenn die Entscheidungsträger in der Stadtverwaltung bereits heute einen sorgsameren Umgang mit unseren Altbäumen pflegen würden.

Positiv ist, dass der Abschnitt der Alleestrasse verkehrlich beruhigt und für die Bedürfnisse des Fuss- und Veloverkehrs neu geordnet wird. Im Vertrauen, dass das Projekt so behutsam wie zugesichert umgesetzt wird, unterstützen wir das vorliegende Geschäft.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Notre Groupe se réjouit de savoir qu'un projet comme celui-ci verra bientôt le jour dans le quartier de Madretsch. Ce réaménagement permettra d'élargir le talus entre la route et le cours d'eau. Il permettra de nouveaux accès au cours d'eau et de renaturer la Suze de Madretsch.

La population pourra en partie investir cette zone et bénéficier ainsi d'une meilleure qualité de vie dans le quartier. Que voulons-nous de plus? Un crédit d'engagement brut de 1'120'000 fr. est proposé pour ce projet mais les investissements nets de la ville de Bienne ne s'élèveront qu'à 440'000 fr. environ car des subventions d'environ 660'000

fr. sont attendues. Il s'agit là d'une bonne nouvelle. Nous regrettons simplement le fait que ce projet ne vienne qu'après les nouvelles constructions de promoteurs immobiliers privés.

Ce réaménagement est nécessaire depuis longtemps. Ce projet respecte nos besoins en matière de changement climatique et il améliore la qualité de vie de la population de ce quartier. Le Groupe PSR remercie le Conseil municipal et approuve le réaménagement de la rue de l'Allée.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Fraktion FDP: Ich spreche nur teilweise im Namen der Fraktionen FDP und PRR. Ich spreche auch als Parteiloser und ich lege meine Rolle offen. Ich bin Anstösser der Alleestrasse und Projektverfasser, der sogenannten «Überbauung der Spekulanten». Liebe Lena Frank, vielen Dank für den intensiven Austausch über die vergangenen Tage. Er hat zumindest mir erlaubt, gewisse Fragen zu klären.

Der letzte grüne Stadtratspräsident, Benedikt Loderer, hat mir vor kurzem ans Herz gelegt, dass Politik lustvoll sein soll. Ich versuche es. Auf meinem Spaziergang entlang des Klimaparcours am Strandboden habe ich auf einer der vor kurzem aufgestellten, aus Chromstahl und Vollkernplatten konstruierten, explizit recyclefähigen Klimastelen erfahren, dass mehr kühle und schattige Plätze geschaffen werden sollen. Im Sommer werden die Städte heiss. Asphalt, Beton und Stahl heizen sich tagsüber auf und strahlen nachts die Wärme ab. Grosse Bäume sind Klimaanlage. In deren Nähe ist die Luft kühler.

Grundsätzlich begrüsse auch ich die initiierte Umgestaltung der Alleestrasse zugunsten von Artenvielfalt, Aufenthaltsqualität und Langsamverkehr im Zuge der Überbauung Alleestrasse. Trotzdem will der politisch liberale alte Grünschnabel gegen den Willen der gestandenen grünen Gemeinderätin ältere Bäume schützen und damit auch ein wenig das Klima retten und das übrigens nicht zum ersten Mal. Eine verkehrte Welt? Weshalb so viel Aufregung und Auflehnung gegen das Fällen von drei stattlichen, raum- und klimawirksamen Bäumen? Ungeduld und jugendlicher Übermut eines älteren Mannes vielleicht? Fach- und Sachverstand, wer weiss? Besserwisserei eher nicht. Die Beschreibung aus der Plandarstellung im Bericht des Gemeinderates ist mindestens in einem wesentlichen Punkt unpräzise und missverständlich. Zitat aus Seite 3, Abschnitt 3.2: *"Die Eschenbaumreihe wird an zwei Orten durch eine Fällung eines kranken Baumes unterbrochen."* Aufgrund dieser unpräzisen und missverständlichen Aussage, welche zu einer Vermischung von Bäumen und Baumstandorten führt sowie den nachfolgend angeführten inhaltlichen Gründen, verlange ich eine Nachbesserung. Wir gehen davon aus, dass bei einem zeitlich in Etappen realisierten Projekt in einer ersten Etappe sehr wohl Spielraum für Verzicht und klimawirksame Anpassungen besteht.

Um Klarheit zu schaffen erläutere ich, was Bäume bewirken und wann. Die Faustregel besagt, dass ein Solitärbaum erst nach 20 bis 25 Jahren klimapositiv wirkt. Im Umkehrschluss belastet der Baum in der Zeit davor das Klima weit mehr, als er diesem bringt. Neue Bäume sollen aus diesem Grund idealerweise mit einer Lebensperspektive von 100 Jahren und mehr gepflanzt werden. Ein ausgewachsener Solitärbaum von 20 bis 25 Metern mit gesunder Baumkrone verdunstet im Sommer pro Tag bis zu 300 Liter Wasser und kühlt die Umgebung. Jungbäume wie auf der Esplanade leisten einen verschwindend kleinen Bruchteil davon, etwa 5 bis 10 Liter. Darüber hinaus sind Jungbäume auf ideale Startbedingungen angewiesen, sprich auf eine ausreichend grosse Baumgrube von 15 bis 20 m³ mit optimalem Baums substrat (Grauenergie), und benötigen die ersten zwei bis drei Jahre nach der Pflanzung viel Pflege und Bewässerung. Die Klimawirksamkeit eines Baumes steht ebenfalls

unmittelbar im Zusammenhang mit einer intakten, ungeschnittenen Baumkrone. Stark zurückgeschnittene Stadtbäume wie beispielsweise an Murten- und Dufourstrasse verursachen nicht nur viel Unterhaltsaufwand, sondern verfügen auch über eine weit geringere Klimawirksamkeit. Auch die Biodiversität im Stadtraum ist massgeblich von Alter und Wuchs der Bäume abhängig. Kleine oder geschnittene Bäume leisten nur einen geringen Beitrag.

Dieses Projekt ist in seiner Planung nicht zeitkritisch und könnte mit einfachen Massnahmen bezüglich Baumschutz redimensioniert oder angepasst werden. Aufgrund der Schonzeiten kann das Projekt erst im Winter 2025 realisiert werden. Ich wünsche mir eine Präzisierung von Seiten Gemeinderat zu den Unklarheiten im Bericht und ich hoffe, dass die Frage des Fällens der drei Bäume noch einmal überdacht wird, Danke.

Francescutto Luca, UDC: Je ne prends pas la parole pour le Groupe UDC mais en tant qu'orateur individuel. Je suis irrité car ce projet m'avait convaincu lorsque je l'avais lu afin de faire un retour à mon Groupe. Je trouvais qu'il s'agissait d'une bonne chose avec quelques contraintes. Toutefois, avec les propos de la Gauche que l'on peut qualifier de provocation à l'encontre des partis bourgeois, on avait un peu l'impression que l'on voulait nous faire croire que les travaux de la rue de l'Allée allaient changer le monde. Pour me rendre ce soir à cette séance, j'ai pris mon vélo au départ de la route de Neuchâtel et il y avait 3 km de bouchon en direction du centre-ville et on rencontrait le même problème en direction de Nidau.

Je constate que chaque projet qui est présenté au Conseil de ville comprend la suppression de places de stationnement et la mise en place de contraintes à la bonne circulation du trafic. Vous avez déjà bloqué la Gare et maintenant la Place Centrale est bloquée. Cette politique actuelle n'est juste plus acceptable. Je sais que ma voix seule ne compte pas vraiment mais je vais commencer ce soir à refuser chaque projet du Conseil municipal quand il y aura des suppressions de places de stationnement ou des interdictions de circuler. Je continuerai à voter ainsi jusqu'à la fin de la législature car je ne peux pas suivre ce type de politique.

Schlup Nina, JUSO: Eigentlich ist das Projekt super. Besserer Wasserzugang, Renaturierung, weniger Autos. Finde ich toll und steigert die Lebensqualität in Biel. Ich habe aber trotzdem ein Problem: Von den Fraktionssprechenden der PSR und SP/JUSO wurde es bereits angesprochen, auch ich finde den Zeitpunkt höchst fragwürdig. De facto baut ein privater Investor eine Überbauung und die Stadt Biel macht ihm einfach den Garten und das noch gratis. Es ist völlig klar, dass dieses Projekt den Wert der neuen Wohnungen langfristig steigern wird. Das Projekt fördert die Gentrifizierung. Es entstehen neue Wohnungen für Gutbetuchte, ein privater Investor profitiert und der Gemeinderat hat das Gefühl, die Gegend aufzuwerten. Ich bin auch dafür, die Gegend aufzuwerten. Für mich ist das vorliegende Projekt aber nicht die richtige Motivation.

Was ist mit den Quartieren, wo es gerade keine grossen privaten Investoren gibt? Es darf nicht sein, dass sich die Stadtverwaltung so sehr darauf fokussiert, neue Steuerzahlende nach Biel zu holen. Dabei geht vergessen, auf die Bieler Bevölkerung von heute Rücksicht zu nehmen.

Es sind der Bieler Pflegefachmann oder die Bieler Bauarbeiterin, die es sich langfristig irgendwann nicht mehr leisten können, im Zentrum von Biel zu wohnen und von auswärtigen wohlhabenden ZuzügerInnen verdrängt werden. Das müssen wir unbedingt vermeiden. Wir haben das Glück, als eine der wenigen Schweizer Städte noch nicht allzu stark von Wohnungsmangel und Gentrifizierung betroffen zu sein.

Wenn wir wollen, dass es weiterhin so bleibt und Biel eine Stadt für alle ist, müssen wir darauf achten, die Aufwertung unserer Stadt auf die gesamte Bevölkerung auszulegen. Wenn wir hier Politik machen, muss es Politik für BielerInnen sein, nicht für irgendwelche anderen Leute und nicht für Investoren. Ich werde das Projekt nicht ablehnen, da ich der Meinung bin, dass es durchaus wichtig ist.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, parteilos: Nur eine kurze Antwort zu diesen bösen Investoren. Ich kann Ihnen einmal unter vier Augen erklären, wie viel diese Investoren abgeladen haben. Mit CHF 300'000 haben sie sich hier eingekauft, damit Sie auf der Esplanade noch ein wenig Spielplatz nutzen können.

Schlup Nina, JUSO: Die Investoren werden dort tätig, wo sie das Gefühl haben, zu profitieren und dafür steht die Stadtverwaltung nicht in der Verantwortung.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich komme gerne auf ein paar Punkte zu sprechen. Mehrfach, auch von der Sprecherin der Aufsichtskommission wurde angemerkt, dass der Bericht unpräzise ist, was die Frage der Bäume betrifft. Das ist im Zuge der Überarbeitung passiert. Hier wird ersichtlich, dass die Überarbeitung nicht immer zur Präzision beiträgt. Wir werden schauen, dass das künftig besser gemacht wird und dass klare Angaben dazu gemacht werden, wie viele Bäumen betroffen sind – so wie die beispielsweise auch bei der Anzahl der Aufhebungen von Parkplätzen gemacht wird. Insofern, «excusé» für die Unklarheiten im Bericht und in den Planbeilagen.

Wir sind froh, dass für Sie die Fällung der betreffenden Bäume verantwortbar ist. Es ist gut zu wissen, dass es hier Verbündete gibt, wenn es um den Schutz der Bäume geht.

Herr Eggli, wir schauen so gut wir können auf den Baumbestand. Wir haben über 8'000 Bäume im öffentlichen Bereich in der Stadt Biel. Wenn davon ausgegangen wird, dass alle hundertjährig werden, bedeutet das halt auch, dass gewisse Bäume gefällt oder zurückgeschnitten werden müssen. Ich kann Ihnen aber garantieren, wir machen das nie ohne guten Grund. Die Sicherheitsansprüche im öffentlichen Raum sind höher als in einem Privatgarten und darum kommt es halt auch eher zu entsprechenden Einschnitten. Wir machen das aber nur, wenn die Bäume krank sind oder wenn es Sicherheitsprobleme gibt. Im vorliegenden Projekt sollen zwei Bäume gefällt werden. Wir wägen stets ab, ob das gemacht werden soll oder nicht. Am Schluss werden sieben neue Bäume dazu kommen. Natürlich brauchen sie Zeit zu wachsen, aber sie werden dann genau die Vorteile entfalten, die Sie erwähnt haben.

Herr Buchhofer, ich füge einen Text auf den Stelen am Strandboden hinzu: *"Ab ans Wasser! Teiche, Bäche, Seen und Brunnen erfrischen uns und wirken gegen Hitzeinseln. Verdunstet Wasser, kühlt sich die Umgebung ab."*

Wir sind überzeugt, dass die geplanten Massnahmen gut sind. Wir haben den minimalen Eingriff gesucht, um einen Teil der Renaturierung umsetzen zu können. Einerseits profitieren wir damit vom Renaturierungsfonds und andererseits machen wir die Abtragungen jetzt, um einen Zugang zu erhalten.

Noch zur Kritik von linker Seite: Wir machen natürlich solche Projekte nicht nur, wenn private Investoren da sind. Wir schauen, dass wir dort umsetzen, wo wir Synergien gewinnen. Dies ist hier der Fall, weil die Strasse nach den Bauarbeiten Instand gesetzt werden muss. Anstatt sie wieder in den vorherigen Zustand zu bringen, machen wir ein Projekt daraus, welches am Schluss vor allem den Anwohnenden dort zu Gute kommt. Dabei ist es egal, ob eine Genossenschaft gebaut hat oder private Investoren. Es ist aber auch so, und das unterscheidet sich nicht von anderen Projekten, dass wir hier das Gespräch mit der Bauherrschaft gesucht haben. Ich danke für die Diskussion und

die grundsätzlich gute Rückmeldung zu dem Geschäft und ich freue mich, wenn wir das umsetzen können.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 5 février 2025, vu l'art. 44, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Pour le réaménagement de la rue de l'Allée, il approuve un crédit d'engagement brut de 1'120'000 francs portant le no 56000.0469. Sur ce montant, 212'300 francs seront imputés au financement spécial no 29300.5600 « Protection du climat et adaptation au changement climatique », 23'600 francs au financement spécial no 29300.1700 « Pour une mobilité douce sûre » et 78'100 francs au financement spécial no 29300.5500 « Investissement pour l'encouragement des transports publics, de la circulation des piétons et des cyclistes »
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

12. Postulat 20240243, Groupe culturel (Tanner Anna, PS, Lehmann Caroline, PVL, Kilezi Ruth, PSR, De Maddalena Daniela, Les Vert-e-s, Pir Chè Celik, POP, Hamdaoui Mohamed, Le Centre), «Coordination générale du soutien aux institutions culturelles et aux actrices et acteurs culturels indépendants»

Le Conseil municipal propose d'adopter les points 1 et 2 du postulat et de radier du rôle le point 2 comme étant réalisé.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe no 1)

Lehmann Caroline, GLP: Ich ergreife das Wort als einer der letzten übrigbleibenden Postulantinnen, wir sind nicht mehr viele, auch nicht mehr aus der ehemaligen Kulturgruppe. Dazu im Voraus die «good news»: Wir sind im Begriff, uns neu zu formieren und es freut mich zu sagen, dass uns Interesse aus allen Fraktionen gemeldet wurde, was mich sehr zuversichtlich stimmt für die Arbeit in der Kulturgruppe.

Wir bedanken uns für die Bearbeitung unseres Postulats und es ist uns bewusst, dass die Ressourcen durch die Wechsel in der Direktion und des Kulturdelegierten der Stadt sicher knapp waren. Wir sind erfreut, dass der Gemeinderat die Wichtigkeit der freien Kulturschaffenden in Biel anerkennt und sich bereit erklärt, diesen essenziellen Teil der Bieler Kulturszene in der Ausarbeitung der Kulturstrategie zu berücksichtigen. Wir sind allerdings erstaunt, dass der Gemeinderat es ablehnt, eine Analyse über die Bedürfnisse der betroffenen Kulturschaffenden durchzuführen, um eine sinnvolle Strategie zu formulieren. Da die Strategie sich nicht nur auf die grossen Institutionen fokussiert, ist es unumgänglich, die Bedürfnisse der freien Kulturschaffenden mit einzubinden. Es wird uns eine Studie der wirtschaftlichen Auswirkungen der

institutionellen Förderungen als Ersatz angeboten, während im Abschnitt zuvor festgestellt wurde, dass sich der grosse Anteil der freien Kulturschaffenden unberührt von den subventionierten Häusern bewegt. Ich hoffe sehr, dass der Gemeinderat versteht, dass wir hier enttäuscht sind und **den zweiten Punkt nicht abschreiben lassen wollen**. Als zusätzliches Argument wird im Bericht aufgeführt, dass es keine schweizweite Statistik zu dem Thema gibt, jedoch existieren definitiv regionale Studien zu dem Thema, so z. B. von der Stadt Lausanne « Espaces d'art indépendants à Lausanne ». Und das « Observatoire romand de la culture » führt immer wieder Studien zur französischsprachigen Kulturlandschaft inklusive der freien Szene durch. Das Ziel unseres Postulates ist es, dass die Probleme und Bedürfnisse der freien Kulturschaffenden gehört werden und in der Strategie berücksichtigt werden und sie sich sogar miteinbringen könnten, was aktuell nicht der Fall ist. Wir sind der Meinung, wenn Punkt 2 des Postulats, die Analyse, abgeschrieben wird, kann Punkt 1 nicht zufriedenstellend erfüllt werden.

Meier Julian, Fraktion SP/JUSO: Wir danken Frau Lehmann für die Ausführung. Wir unterstützen Sie und wollen Punkt 2 nicht abschreiben. Es ist wirklich spannend. Es gibt viele Studien, die vor allem belegen, dass ein Vorurteil gegenüber der Kultur insgesamt und insbesondere gegen Kulturschaffende besteht, dass sie nur Geld erhalten ohne etwas zurück zu geben. Im Gegenteil, wir sollten nicht von Subventionen, sondern von Kulturinvestitionen sprechen. Diese Investitionen sind für uns als Stadt existenziell wichtig. Ganz kurz ein zweiter Punkt: In Biel gibt es den Dachverband der gesamten Kulturszene (AAOC), der sich bemüht, sehr eng mit der Stadt zusammenzuarbeiten. Er hat im Januar letzten Jahres eine Arbeitsgruppe zur Kulturstrategie gegründet und schon Workshops dazu durchgeführt. Das sind sehr spannende Workshops, an welchen ausgewiesene SpezialistInnen motiviert sind, ihre Expertise für die Stadt einzubringen. Deshalb finde ich es befremdlich, wenn der Gemeinderat meint, eine Bedarfsanalyse sei nicht machbar, ohne dass er vorher mit dem AAOC zusammenarbeitet. Wir erwarten diese Zusammenarbeit, damit wir eine mutige und zukunftsorientierte Kulturstrategie für die Stadt erarbeiten können.

Die Fraktion SP/JUSO wird deshalb bei Punkt 1 dem Gemeinderat folgen und diesen erheblich erklären und den Punkt 2 wie die Urhebenden nicht abschreiben.

Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel/Mitte: Ich bin Mitglied der neu formierten Kulturgruppe des Stadtrats und ich freue mich enorm auf die Arbeit. Wie Frau Lehmann es bereits erwähnt hat, sind wir fraktionsübergreifend, was toll ist. Wir hatten bereits unsere erste Sitzung und sind sehr motiviert, enger mit den Kulturschaffenden zusammen zu arbeiten. Wir unterstützen den Antrag der Urhebenden, Punkt 2 nicht abzuschreiben.

Tanner Anna, Direktorin Bildung, Kultur und Sport: Es war ein bisschen speziell, dieses Postulat zu beantworten, weil ich zu den MitunterzeichnerInnen gehört habe. Der Gemeinderat hat vollstes Verständnis für das Anliegen der Kulturgruppe und freut sich ausserordentlich, dass die Kulturgruppe sich wieder formiert und nahe mit der Kulturszene, den Institutionen aber auch der freien Szene zusammenarbeitet. Das sind wirklich gute Neuigkeiten. Es hat bereits ein Treffen mit dem AAOC stattgefunden und ein weiteres ist im Juni vorgesehen. So, dass die Strategie oder vor allem auch die Kulturfinanzierung – das Thema eines anderen Postulats der Geschäftsprüfungskommission – zusammen behandelt werden können und ein grosses ganzes Bild der Kultur der Stadt Biel erstellt werden kann, um das Ziel, wo wir hinwollen, festzuhalten. Dabei soll geklärt werden, was die Kultur in Biel stark macht und wo es sich lohnt, zu investieren. Der Gemeinderat kann nachvollziehen, dass der Punkt 2 aufrechterhalten

werden soll. Es ist so, dass weiter daran gearbeitet wird, egal ob er abgelehnt oder angenommen wird. Ich freue mich auf die Zusammenarbeit mit der Kulturgruppe.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Etant donné que la radiation du rôle du point 2 de ce postulat est contestée par une partie du Conseil de ville, je vous propose de voter de la manière suivante: Les personnes qui soutiennent la proposition du Conseil municipal avec la radiation du rôle du point 2 votent « oui » et celles qui s'opposent à cette radiation du point 2 votent « non ».

Vote

- sur la proposition des intervenants de ne pas radier du rôle le point 2 comme étant réalisé.

La proposition est acceptée.

13. Interpellation 20240251, Francescutto Luca, Groupe UDC/Les Confédérés, « La signalisation lumineuse en ville de Bienne est-elle programmée de manière à entraver le trafic motorisé? »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe no 2)

Francescutto Luca, au nom du Groupe UDC: Je prends note de la réponse du Conseil municipal qui dit que tout est en ordre et que tout fonctionne correctement mais cela ne me satisfait pas totalement.

Toutefois, avant de me décider à déposer cette interpellation, je vous informe que j'ai fait une demande interne à ce sujet. J'ai reçu une vingtaine de réponses, notamment de mes collègues qui me disaient qu'il y a bel et bien des dysfonctionnements dans la signalisation.

Certes, j'aurais dû mentionner précisément les endroits où ces dysfonctionnements sont les plus évidents afin de simplifier la réponse du Conseil municipal. Je m'en excuse et je ferai mieux à l'avenir mais je peux vous affirmer que certains feux sont clairement mal réglés, ce qui provoque des embouteillages, des retards et divers désagréments pour les usagers de la route. De nombreux carrefours et intersections de la ville de Bienne sont régulés par des feux de signalisation qui, dans certains cas, semblent manquer de logique au détriment des automobilistes et parfois des vélos et même parfois des piétons.

Voici quelques exemples typiques de problèmes fréquemment rencontrés:

- La signalisation reste au rouge pour l'ensemble du carrefour, immobilisant à la fois les piétons et les véhicules sans raison apparente.
- Un feu passé du vert au rouge à l'approche d'un véhicule alors qu'aucun autre usager, ni piéton ni voiture, ne se trouve dans l'intersection.
- En pleine nuit, un feu passe soudainement au rouge malgré l'absence totale de circulation, ce qui oblige les automobilistes à s'arrêter inutilement.
- La signalisation reste verte de manière prolongée pour les piétons alors qu'aucun ne traverse.

Ces situations, malheureusement fréquentes entraînent une perte de temps considérable, une consommation excessive d'énergie et un stress inutile pour les usagers. Je me permets donc les questions suivantes:

La programmation de ces feux est-elle régulièrement ajustée et mise à jour? S'agit-il d'une volonté délibérée de ralentir la circulation au centre-ville? Une solution simple pourrait être l'adaptation du fonctionnement des feux durant la nuit en laissant un maximum de carrefours avec des feux jaunes clignotants. Cela permettrait d'éviter aux véhicules de s'arrêter inutilement et aussi de fluidifier le trafic tout en réduisant la consommation d'énergie. De plus, une telle mesure permettrait d'optimiser la circulation tout en maintenant un niveau de sécurité adapté aux conditions nocturnes. Je ne suis donc pas satisfait de la réponse et je me permettrai de signaler, à l'avenir, par écrit directement les dysfonctionnements aux départements responsables.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Luca, je me permets de compléter la réponse du Conseil municipal. Je peux t'informer que certains feux sont clignotants la nuit par exemple au Pont-du-Moulin. Je t'informe également que certains feux de signalisation sont tellement vieux qu'il n'est plus possible de les régler. C'est notamment le cas, comme tu l'as mentionné, pour celui à la Place de la Croix. Des projets sont en cours d'élaboration pour procéder à leur remplacement. Par contre, je te remercie de nous faire part des choses que tu observes, cela nous aidera certainement.

Les interpellants ne sont pas satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

14. Postulat urgent 20240357, Meier Julian, Groupe PS/JS, « Une stratégie de mobilité piétonne dans l'intérêt et pour la sécurité des élèves »

Le Conseil municipal propose d'accepter ce postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe no 3)

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: La parole n'est pas demandée pour ce point.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

15. Interpellation interpartis urgente 20240332, Tennenbaum Ruth, Groupe Alliance Verte, Schlup Nina, Groupe PS/JS, Kilezi Ruth, Groupe PSR, «Nouvelle organisation de l'autorité sociale : où en est la mise en œuvre?»

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe no 4)

Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO: Die Thematik der Interpellation zieht sich schon eine ganze Weile. Vor einigen Jahren war die Situation so, dass der/die VorsteherIn der Sozialbehörde auch DirektorIn der DSS war und somit das letzte Wort bei Sozialhilfegesuchen hatte. Nur war eine Mehrheit des Stadtrats der Meinung, dass diese Position in erster Linie nicht politisch besetzt sein sollte, sondern dass es ExpertInnen benötigt. Es wurden verschiedene Optionen diskutiert: Eine beratende

ExpertInnenkommission, eine Kommission aus PolitikerInnen, um ein Gleichgewicht herzustellen, eine sogenannte gemischte Kommission oder eine reine selbständige ExpertInnenkommission. Schlussendlich fiel die Entscheidung auf eine beratende Begleitkommission der Sozialbehörde. Die Umsetzung wurde durch die Totalrevision der Stadtordnung und diversen Missverständnissen zwischen dem Stadtrat und Gemeinderat immer wieder verzögert. Die neue Stadtordnung ist nun in Kraft und es wäre an der Zeit, endlich die Umsetzung anzugehen, denn die Missverständnisse der Vergangenheit haben ein gewisses Misstrauen bei uns geweckt, weshalb wir diese Interpellation eingereicht haben.

Wie der Gemeinderat in seiner Antwort ihn erwähnt, war der Auftrag des Stadtrates an den Gemeinderat, innerhalb des letzten Jahres diese beratende Begleitkommission aufzustellen. Der Gemeinderat nennt zahlreiche administrative und organisatorische Gründe, weshalb es nicht klappte. Frau Tennenbaum berichtete, dass das betroffene Ordnungsreglement, welches geändert werden muss, damit die Umsetzung möglich ist, zwar besprochen wurde, es jedoch mehrmals Vorschläge des Gemeinderates gab, in welchen der Auftrag des Stadtrats nicht berücksichtigt wurde. Das ist höchst enttäuschend. Des Weiteren ist den Antworten des Gemeinderates nicht zu entnehmen, ob der Gemeinderat nun seit Ende 2024 dieses Ordnungsreglement beschlossen hat oder ob es immer noch hängig ist. Klar ist nur, dass er dem Auftrag, diese Kommission ins Leben zu rufen, nicht nachgekommen ist. Dementsprechend sind wir nicht zufrieden mit der Antwort. Vielen Dank und wir hoffen, es geht in Zukunft schneller vorwärts.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: Je prends simplement la parole pour répéter ce qui est écrit dans la réponse du Conseil municipal. Sachant que cette commission doit être mise en place, notre direction a rédigé l'ordonnance y afférant. Cette dernière est prête mais d'après l'avis des juristes externes à notre direction, ce règlement d'organisation est nécessaire en plus du Règlement de la Ville.

Le règlement d'organisation a été rédigé et est passé une première fois en commission RRV. Le Conseil s'est aussi prononcé sur cet objet. La plupart des règles n'ont absolument rien à voir avec cette commission et il y a une délégation de compétences pour faire une ordonnance. Il s'agit d'une technique législative et, à ma connaissance, ce règlement d'organisation était à l'origine prévue pour passer au Conseil de ville en décembre 2024. Toutefois, le bureau du Conseil de ville avait décidé qu'il fallait attendre un moment parce qu'il y avait trop d'objets à l'ordre du jour mais aussi qu'il était souhaité que ce soit ce nouveau Parlement qui décide. Dès que je peux l'amener au Conseil de ville, je le ferai.

Pour ce qui est de l'autorité sociale, je peux vous dire que comme il a été discuté l'année dernière, c'est le Conseil municipal qui est l'autorité sociale aujourd'hui et plus la directrice ou le directeur. Cette autorité sociale a pris sa première décision importante il y a quelques semaines lorsque nous avons décidé d'augmenter les loyers pour les bénéficiaires de l'aide sociale comme vous avez peut-être pu le lire dans la Presse.

Le Conseil municipal prend cette tâche au sérieux et l'accomplit et la commission sera mise en place dès que possible.

Les interpellants ne sont pas satisfaits par la réponse du Conseil municipal.

16. Postulat 20240306, Müller Lukas, UDF, «Administration efficace: concours»

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe no 5)

Magnin Nadia, Les Vert-e-s: Je souhaiterais juste exprimer quelques mots en réaction à ce postulat. L'ordonnance sur le Règlement du personnel y prévoit presque la même mesure que Monsieur Müller. En effet, cette dernière prévoit une prime pour récompenser la qualité du travail et des services. Monsieur Müller propose quant à lui de dénoncer la bureaucratie, les règles inutiles, les processus inefficaces et les postes superflus. Il met ainsi le personnel en concurrence et le résultat sera une méfiance généralisée de tous envers tous. J'aimerais rappeler ici que le service public, c'est d'abord l'accès à des prestations essentielles pour toute la population, l'éducation, la santé et la culture. Plus encore, ce sont les infrastructures publiques comme le système de production d'énergie ou les transports publics, la collecte de déchets. Ils sont des acquis précieux, indispensables à plus d'égalité et à la vie en société. Que l'on cesse donc de rabâcher à tout va et d'incomber tous les maux à notre service public en propageant ces allégations et cette vision antisociale des institutions qui se rapproche dangereusement d'un libertarianisme à la Elon Musk qui œuvre au démantèlement des droits sociaux et d'un service public pour tous.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

17. Postulat 20240307, Müller Lukas, UDF, «Barèmes salariaux équitables»

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe no 6)

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: La parole n'est pas demandée pour ce point.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Afin de pouvoir procéder aux discours d'adieu concernant la démission de Monsieur Joël Zumstein de notre Parlement, je vous propose de reporter les autres points de l'ordre du jour à la prochaine séance du Conseil de ville.

En fin de séance, je prierais les présidents de groupes et les membres du bureau du Conseil de ville de venir vers moi afin de discuter rapidement de l'organisation de la prochaine séance du Conseil de ville.

Adieu Joël Zumstein

Schneider Sandra, Fraktion SVP: Lieber Joël, es ist ein besonderer aber auch wehmütiger Moment, weil wir dich heute leider aus dem Stadtrat verabschieden müssen. Das Leben ist manchmal unberechenbar und du hast dich aus persönlichen Gründen entschieden, dass die heutige turbulente Sitzung deine letzte sein soll.

Im Oktober 2017 hast du an deiner ersten Stadtratssitzung teilgenommen und bist rasch in die GPK gewählt worden. Letztes Jahr hast du die GPK präsiert. Du bist für uns alle ein sehr geschätzter Kollege geworden und für unsere Fraktion eine echte Bereicherung. Deine ruhige und analytische Art hat so manche Diskussion versachlicht und häufig geholfen, die richtigen Entscheidungen zu treffen. Du bist immer top vorbereitet, bestens informiert und absolut korrekt, so wie wir das vorher beim Kongresshaus-Geschäft erleben durften. Nebst deinen fachlichen Kompetenzen sind es vor allem deine Verlässlichkeit und dein offenes Ohr, die dich ausgezeichnet haben. Du warst immer für uns da und hast die Zusammenarbeit effizient und sehr angenehm gemacht. Es hat wirklich grossen Spass gemacht und du hinterlässt eine spürbare Lücke, sowohl menschlich als auch fachlich. Im Namen der Fraktion SVP danke ich dir ganz herzlich für dein Engagement, deine Zeit und deine Arbeit, die du zum Wohl unserer Stadt investiert hast. Wir wünschen dir für deine Zukunft nur das Beste und wer weiss, vielleicht besuchst du uns einmal auf der Galerie. Dann musst du vielleicht den Mahnfinger zeigen, weil wir uns im Rat wieder ein bisschen besser benehmen sollten... Lieber Joël, merci vielmals für alles und alles, alles Gute.

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Lieber Joël, es kommt selten vor, dass ich Sandra Schneider sagen kann: «Ich bin absolut gleicher Meinung.» Heute ist es wirklich so, ich kann nichts mehr hinzufügen. Sandra Schneider hat alles gesagt. Ich habe deine Wesensart immer sehr geschätzt sowie die Zusammenarbeit in der GPK, auch wenn wir politisch das Heu auf einer anderen Bühne haben. Vielen Dank für dein Engagement und vielleicht wird aus dir noch ein Grüner und dann darfst du gerne zu uns kommen.

Koller Levin, SP: Den Wenigsten im Stadtrat ist bekannt, dass wir uns bereits seit der Schulzeit kennen. Wir waren zwei Jahre zusammen in derselben Klasse der Sekundarschule und haben uns auch als Kollegen regelmässig getroffen. *(Gelächter)* Deshalb möchte ich zu deinem Abschied doch etwas sagen: Dein Rücktritt ist für mich sehr überraschend gekommen, aber ich war auch überrascht, dich auf der Liste der Kandidierenden für den Stadtrat zu sehen. Während der Schulzeit dachte ich nicht, dass du dich für die Politik interessierst und als ich sah, auf welcher Liste du kandidierst, war es wieder eine Überraschung, wenn auch eher ein bisschen eine negative... *(Gelächter)*

Du hast dich sehr schnell im Stadtrat eingelebt und bist in deiner Fraktion zu einer wichtigen Stimme geworden. Dein Rücktritt kommt überraschend, denn ich habe das Gefühl, dass du im Rat eine von vielen Seiten respektierte Persönlichkeit bist. Ich wünsche dir alles Gute und wir kreuzen uns sicher sonst wieder einmal irgendwo in Biel. Bis bald.

Zumstein Joël, SVP: Merci für die lieben Worte und die Wertschätzung, die Sie mir entgegenbringen. Als ich vor bald acht Jahren in den Stadtrat eingetreten bin, war ich der festen Überzeugung zu wissen, wie unser politisches System in der Schweiz funktioniert, weil ich ja in der Sekundarschule gut aufgepasst habe... *(Gelächter)*

Ich habe dann schnell gemerkt, dass dem nicht so ist und bin ein bisschen "auf die Welt gekommen". Die Arbeit im Stadtrat hat mir gezeigt, wie vielschichtig und

herausfordernd unsere politischen Prozesse wirklich sind, wie die Politik in Biel wirklich funktioniert und was ein Parlament oder eine Exekutive für Aufgaben hat. Das entsprach nicht dem, was ich gemeint habe und umso lehrreicher war die Zeit für mich seither im Stadtrat. Für diese lehrreiche Zeit möchte ich mich bei Ihnen allen bedanken, insbesondere bei den Kolleginnen und Kollegen der GPK, mit welchen ich in den letzten Jahren zusammenarbeiten durfte.

Die Zeit hier im Parlament war nicht immer nur einfach, manchmal war es stressig oder nervenaufreibend und mit den Ergebnissen war ich auch nicht immer zufrieden, so ehrlich darf ich, glaube ich, auch sein. Trotzdem bin ich stolz darauf, dass wir uns für unsere Stadt und für die Bielerinnen und Bieler einsetzen dürfen und dafür möchte ich mich bedanken sowie auch für Ihr zukünftiges Engagement.

Ich möchte den Gedanken von Sandra Schneider aufnehmen und schon einmal die Gelegenheit wahrnehmen, um mit dem erhobenen Mahnfinger Ihnen ein paar mahnende Worte mit auf den Weg zu geben: Denken Sie bei Ihrer Arbeit als ParlamentarierInnen, insbesondere beim Verfassen von Vorstössen, immer auch an die Konsequenzen für die Verwaltung und die entstehenden Kosten. Hier gilt Qualität statt Quantität. Manchmal genügt einfach eine E-Mail oder ein Anruf bei unseren KollegInnen des Gemeinderats. Ja, ich weiss, Parlament kommt von *parlare*, aber manchmal ist weniger mehr und dabei nützt es nicht, einfach zu sagen: *"Ich will nicht wiederholen, was schon gesagt wurde, aber..."*. Der absolute "running gag" und jedes Mal dachte ich: Oh Mann, oh Mann....*(Gelächter)*

Unterschätzen Sie die politischen Herausforderungen nicht, die Sie als Parlament und unsere Stadt erwarten. Die Bieler Stadtfinanzen sind ein riesiges Thema und dazu nur ein Stichwort: Ich hoffe, dass uns in naher Zukunft kein Steuererhöhungshammer erschlägt. Auch die Verkehrspolitik oder Digitalisierung der Verwaltung sind für mich persönliche Anliegen, bei denen ich das Gefühl habe, dass noch grosse Herausforderungen zu bewältigen sein werden. Bemühen Sie sich nicht nur in diesen Themen, sondern vor allem um Konsens, gute Zusammenarbeit, lösungsorientiertes Handeln und bitte vermeiden Sie blindes "Parteibüchlein-Denken". Das sind meine Leitlinien gewesen, die mich begleitet haben, denen ich versucht habe, zu folgen und treu zu bleiben. In dem Sinn zum letzten Mal: Merci für Ihre Aufmerksamkeit. *(Grosser Applaus)*

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Je te remercie encore Joël et je tiens à te souhaiter tout de bon pour la suite.

Avant de clore cette séance, je rappelle aux présidents de groupes et aux membres du bureau du Conseil de ville de venir vers moi.

Je vous souhaite une bonne soirée et de passer de bonnes Fêtes de Pâques.

18. Nouvelles interventions

20250089	Dringliches überparteiliches Postulat, Meier Julian, Fraktion SP/JUSO, Roquet Hervé, Fraktion PSR, Rüber Stefan, Fraktion Grüne, Lehmann Caroline, Fraktion GLP+, Buchhofer Stephan, Fraktion FDP, Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel / Mitte	FID
	Antrag auf richterliches Parkverbot im Innenhof des Schlachthofareals	
	Postulat interpartis urgent, Meier Julian, Groupe PS/JS, Roquet Hervé, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Lehmann Caroline, Groupe PVL+, Buchhofer Stephan, Groupe FDP, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre	DFI
	Demande de mise à ban concernant le stationnement dans la cour intérieure des anciens abattoirs	
20250090	Postulat, Schlup-Eigenmann Katharina, Fraktion GLP+	BEU
	Kongresshaus ist als Einheit zu betrachten	
	Postulat , Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+	TEE
	Il faut considérer le Palais des Congrès comme une seule unité	
20250091	Postulat, Burri Rahel, Fraktion SP/JUSO	BEU
	Verkehrssicherheit im Champagnequartier	
	Postulat , Burri Rahel, Groupe PS/JS	TEE
	Sécurité routière dans le quartier de la Champagne	
20250092	Postulat, Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO	FID
	Entscheidungswege für die Nutzung von städtischen Liegenschaften verbessern	
	Postulat , Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS	DFI
	Améliorer les processus décisionnels concernant l'utilisation des immeubles appartenant à la Ville	
20250093	Postulat, Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO	FID
	Verwaltung aller städtischen Liegenschaften zentralisieren	
	Postulat , Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS	DFI
	Centraliser la gestion de tous les immeubles appartenant à la Ville	

20250094	Postulat, Sprenger Titus, Fraktion Grüne	FID
	Bahnhofparking: Aufhebung oder Anpassung des gerichtlichen Verbots für den Fuss- und Veloverkehr	
	Postulat , Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s	DFI
	Parking de la Gare : supprimer ou modifier la mise à ban générale pour le trafic piéton et cycliste	
20250095	Überparteiliche Interpellation, Rüber Stefan, Fraktion Grüne, Eggli-Aerni Roland, Fraktion GLP+, Lindegger Reto, Fraktion FDP	PRA
	Stand des Postulats 20230188 zum Erhalt des industriellen Erbes der Stadt Biel ("Reusine")	
	Interpellation interpartis, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, Groupe PVL+, Lindegger Reto, Groupe FDP	MAI
	Où en est le postulat 20230188 concernant la préservation de l'héritage industriel de Bienne (« Reusine ») ?	
20250096	Interpellation, Sprenger Titus, Fraktion Grüne	DSS
	Bewilligung für die Missachtung von Fahrverboten auf Gemeindestrassen	
	Interpellation , Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s	ASS
	Autorisation à ne pas respecter les interdictions de circuler sur des routes communales	
20250097	Interpellation, Achermann Brice, Fraktion SVP	DSS
	Aktionswoche gegen Rassismus – ist das wirklich Integration?	
	Interpellation , Achermann Brice, Groupe UDC	ASS
	Semaine d'action contre le racisme est-ce vraiment de l'intégration?	
20250098	Kleine Anfrage, Schlup-Eigenmann Katharina, GLP, Rüber Stefan, Grüne	BEU
	Charta Nachhaltige Ernährung	
	Petite question, Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, Rüber Stefan, Les Vert-e-s	TEE
	Charte sur l'alimentation durable	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.36 heures / Uhr

Der Stadtratspräsident / Le président du Conseil de ville:

Mohamed Hamdaoui

***Le secrétaire général du secrétariat parlementaire /
Der Generalsekretär des Parlamentssekretariats:***

Omar El Mohib

Protokoll:

Rita Flückiger

Nathalie Scheurer

Procès-verbal:

Floriane Pinto Bernardino